

Suite aux interrogations issues des étudiant-e-s en phase d'orientation et des sociologues déjà formés, des membres de l'Association des Etudiant-e-s en Sociologie (AES) et du Département de Sociologie de l'Université de Genève ont décidé de lancer une enquête sur les trajectoires professionnelles et de formation des licencié-e-s en sociologie à l'Université de Genève, entre 1995 et 2005. Cette enquête par questionnaire a permis d'esquisser les principales tendances concernant les débouchés offerts une fois la licence obtenue, mais aussi la manière d'accéder au marché du travail, l'importance d'une formation supplémentaire, les principaux secteurs d'activités affectés ou encore la manière d'utiliser les compétences acquises durant les années d'étude.

Stefano Losa est assistant d'enseignement, doctorant et chercheur au Département de Sociologie de l'Université de Genève.

Mélanie Battistini est licenciée en sociologie et étudiante en Master en Etudes Genre.

Gaëlle Aeby est licenciée en sociologie. Elle est actuellement étudiante en Master de sociologie et assistante de recherche à la Haute école de travail social.

Miriam Odoni est licenciée et diplômée en sociologie. Elle travaille dans le domaine culturel.

Emilie Rosenstein est licenciée en sociologie et chargée de recherche à l'Ecole d'études sociales et pédagogiques.

Sophie Touchais a un Bachelor de sociologie et est étudiante en Master en Etudes Genre.

Manon Wettstein est étudiante de Bachelor en sociologie.



Sociograph N°4 / 2008

ISBN : 2-940386-06-4978-2-940386-06-2



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Département de sociologie

Dans la même collection :

Sociograph - Sociological Research

Sociograph n°1, 2007, Monitoring misanthropy and rightwing extremist attitudes in Switzerland, An explorative study, Sandro Cattacin, Brigitta Gerber, Massimo Sardi, Robert Wegener

Sociograph n°2, 2007, Marché du sexe et violences à Genève, Àgi Földhàzi, Milena Chimienti

Sociograph n°3, 2007, Évaluation de la loi sur l'intégration des étrangers du Canton de Genève, Sandro Cattacin, Milena Chimienti, Thomas Kessler, Minh-Son Nguyen et Isabelle Renschler

Working Papers

Working Paper n°1, 2007, Difference Sensitivity in the Field of Migration and Health, National policies compared, Sandro Cattacin and Milena Chimienti, in collaboration with Carin Björngren Cuadra

Working paper n°2, 2007, L'herméneutique objective, David Gerber

La socio et après?

**Enquête sur les trajectoires
professionnelles et de
formation auprès des
licencié-e-s en sociologie de
l'Université de Genève entre
1995 et 2005**

Stefano Losa et Mélanie Battistini

**avec Gaëlle Aeby, Miriam Odoni, Emilie
Rosenstein, Sophie Touchais, Manon
Wettstein**

Sociograph n°4 / 2008

Table des matières

PRÉFACE	7
AVANT-PROPOS	9
RÉSUMÉ	11
INTRODUCTION	13
CADRE THEORIQUE	15
Facteurs contextuels	15
Questions de recherche	19
Quelle(s) formation(s) après la licence ?	20
Quel est l'accès au marché du travail ?	21
Quelles transitions professionnelles ; quelles stratégies d'insertion ?	22
Quelles sont les compétences acquises grâce à la licence en sociologie ?	22
DEMARCHE ET METHODE	24
Le questionnaire	24
La base d'adresses et l'enquête	24
L'encodage	25
DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON	26
Taux de réponse	26
La répartition selon le sexe	27
La répartition selon l'âge	28
La répartition selon l'état civil et le nombre d'enfants	29
Représentativité et significativité de l'échantillon	30
FORMATION APRÈS LA LICENCE	32
Formation supérieure en sociologie	32
Autre formation universitaire	33
Doctorat	34

Mandant : Département de Sociologie, Université de Genève

Période : janvier 2006 – mai 2008

Citation conseillée : Stefano Losa et Mélanie Battistini avec Gaëlle Aeby, Miriam Odoni, Emilie Rosenstein, Sophie Touchais, Manon Wettstein (2008), *La socio et après? Enquête sur les trajectoires professionnelles et de formation auprès des licencié-e-s en sociologie de l'Université de Genève entre 1995 et 2005*. Genève: Département de Sociologie, Université de Genève (Sociograph n°4).

ISBN 2-940386-06-4978-2-940386-06-2

Publication sur Internet : www.unige.ch/ses/socio/

Formation professionnelle et stages	34
SITUATION PROFESSIONNELLE ACTUELLE DES DIPLOME-E-S	37
Statut professionnel des diplômé-e-s	37
Mode d'accès à l'emploi	39
Formation exigée pour l'emploi	39
Secteur d'emploi	40
Branche d'activité, type de profession	41
Les branches d'activités	41
Répartition des emplois par branche d'activité Noga (modèle adapté)	42
Catégories professionnelles des diplômé-e-s	43
Répartition des diplômé-e-s par catégorie professionnelle	44
Revenu des diplômé-e-s en sociologie	45
Taux d'activité	47
TRANSITIONS PROFESSIONNELLES ET CHÔMAGE	49
Mobilité professionnelle	49
Chômage	50
ACQUIS DE LA LICENCE EN SOCIOLOGIE	53
Importance subjective de la licence en sociologie	53
Compétences et savoirs demandés	55
CONCLUSION	57
BIBLIOGRAPHIE	60
ANNEXE	62
Annexe 1 - Le questionnaire	62

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1 : Taux de sans-emploi un an après la fin des études par type de haute école, de 1993 à 2005.....	16
GRAPHIQUE 2 : Taux de sans-emploi un an après la fin des études, par type de haute école et par grande région, en 2005	17
GRAPHIQUE 3 : Taux de sans emploi des nouveaux diplômés HEU selon le groupe de domaines d'études et le sexe, en 2003	19
GRAPHIQUE 4 : Evolution du taux de chômage (général) pour la Suisse et le Canton de Genève	21
GRAPHIQUE 5 : Autre formation universitaire complémentaire en SES, par sexe	34
GRAPHIQUE 6 : Situation professionnelle des diplômé-e-s.....	38
GRAPHIQUE 7 : Niveau de formation exigé pour l'emploi occupé.....	40
GRAPHIQUE 8 : Répartition en % des emplois par secteur Noga (modèle adapté)	42
GRAPHIQUE 9 : Répartition du revenu brut (à 100%) par sexe, par tranches de 1'000 CHF	46
GRAPHIQUE 10 : Répartition du taux d'activité par sexe (cumul des taux d'activité si plusieurs emplois occupés)	48
GRAPHIQUE 11 : Nombre de changements d'emploi parmi ceux qui ont changé d'emploi au moins une fois.....	50
GRAPHIQUE 12 : A connu au moins une période de chômage.....	51

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : Répartition selon le sexe.....	27
TABLEAU 2 : Comparaison de la répartition des sexes de la population totale des licencié-e-s en socio entre 1995-2005 (liste SES) et 1960-1994 (étude Pétroff, Pillonel 1995).....	28
TABLEAU 3 : Répartition de l'âge à la licence selon le sexe.....	29
TABLEAU 4 : Répartition selon l'état civil	29
TABLEAU 5 : Répartition de l'état civil selon le sexe	30
TABLEAU 6 : Répondant-e-s ayant au moins un enfant selon le sexe	30
TABLEAU 7 : Suivi des formations professionnelles et stages.....	35
TABLEAU 8 : Détail des formations professionnelles et stages, par sexe	36
TABLEAU 9 : Mode d'accès à l'emploi (plusieurs réponses possibles).....	39
TABLEAU 10 : Répartition emploi par secteur public - privé - associatif.....	41
TABLEAU 11 : Branches économiques (NOGA): modèle adapté	41
TABLEAU 12 : Schéma de Oesch (2006)	44
TABLEAU 13 : Répartition par catégorie professionnelle et par sexe, en % selon la catégorie de Oesch (2006)	45
TABLEAU 14 : A changé au moins une fois d'emploi, total et selon le sexe	49
TABLEAU 15 : Nombre de périodes de chômage parmi ceux qui ont connu le chômage.....	51
TABLEAU 16 : Votre licence en sociologie vous est-elle utile pour votre activité actuelle?	53
TABLEAU 17 : Utilité de la licence en sociologie selon le type d'emploi (Oesch).....	54
TABLEAU 18 : Utilité de la licence en sociologie selon la branche économique (Noga).....	55
TABLEAU 19 : Compétences et savoirs mis en œuvre dans l'activité professionnelle	56

Préface

Le Département de sociologie s'est livré à un exercice réflexif pour identifier si l'enseignement délivré répondait aux attentes en termes de qualité et d'impact sur son environnement. Luhmann dirait que c'est un exercice impossible. L'orientation interne n'a aucune possibilité d'intégrer l'environnement de manière cohérente. Et il a raison. Au moins partiellement. Nous avons, ces dernières années, revu nos programmes de cours sans connaissance empirique de l'environnement externe. Mais sociologie oblige, nous avons introduit des réformes de la licence en sociologie en utilisant nos connaissances empiriques d'un monde changeant. Ceci a donné lieu à la création d'un bachelor et d'un master en sociologie. Ce monde changeant a beaucoup de caractéristiques qui sont pertinentes pour notre discipline. Il manque d'orientation et se transforme – peut-être même à cause de ce manque d'orientation - de manière accélérée sans indiquer une direction. Une méta-observation serait de dire que sa caractéristique principale est le processus de changement. La vie dans ce monde devient liminaire, soumise à une mise en cause, à une expérimentation et à une réflexivité situationnelle permanentes.

Par rapport à la réforme de notre enseignement, ces constatations, qui se révèlent dans nos recherches, sont primordiales pour renforcer un type de savoir différent. Il ne s'agit plus d'enseigner les caractéristiques spécifiques d'une partie de notre société - enseignement dévolu à courir derrière les changements et à être inévitablement désuet -, mais de promouvoir des capacités d'analyse qui permettent de lire les transformations se produisant à tous les niveaux et dans tous les domaines. Ce choix met en avant une sociologie empirique orientée sur les méthodes ainsi qu'une sociologie conceptuelle orientée sur la comparaison des approches et sur la lecture épistémologique des choix d'analyse.

Les résultats de l'étude menée par Stefano Losa et Mélanie Battistini avec Gaëlle Aeby, Miriam Odoni, Emilie Rosenstein, Sophie Touchais et Manon Wettstein sur les débouchés des étudiantes et des étudiants en sociologie renforcent a posteriori nos choix - et ajoutent une complexité qui va au-delà de notre discipline et concerne l'ensemble des sciences sociales. En effet, si le métier du sociologue ne semble exister que dans des programmes d'étude, la connaissance sociologique est, quant à elle, entrée dans tous ces domaines qui requièrent une capacité de lecture de notre société. La sociologie est partout et n'a pas de lieu de préférence. Ce non-lieu n'est rien d'autre que l'indice de l'accroissement de l'importance des compétences de lecture et d'analyse du social. Nos sociologues s'orientent en grande partie dans des professions où les aptitudes de réflexion et d'action sur la société revêtent un aspect central. Ce qui demande le courage et la volonté de

comprendre et donc d'orienter le regard vers l'analyse de la complexité. Apprendre la sociologie, et c'est le message central qui ressort de cette étude et qui peut être adressé à la discipline sociologique, sert à notre société et ouvre un espace de professionnalité varié et adapté à un marché du travail en continuelle mutation. Si demain nous n'avons plus besoin d'un réparateur de machines à écrire, nous aurons une grande nécessité de sociologues capables de reconnaître les changements accélérés et continus et de nous y préparer.

J'ai lu ce travail fin et différencié en me demandant qu'elles seront les erreurs à éviter, demain, dans nos enseignements et je me suis fait une liste toute personnelle, mais à libre utilisation. Tout d'abord, il faut enseigner les méthodes. C'est clair et évident. La réflexivité demandée aux sociologues ne se crée pas par le savoir des traditions, mais par le savoir faire. Il sera ensuite important d'éviter une sociologie tournée vers le passé. En effet, notre discipline a malheureusement déjà fait l'expérience d'une sociologie centrée sur des grands récits ou encore d'une sociologie idéologique et sectaire; et ce, plus pour défendre son existence que pour promouvoir la construction de sens dans notre société. Enfin, apprenons à nos futur-e-s sociologues la modestie analytique. Elle se concrétise par des élaborations qui sont à l'écoute des terrains, peut-être même, comme le prétend la sociologie pragmatique anglo-saxonne, en abandonnant la théorisation préalable pour une approche plus inductive. Mais il restera fondamental que le pragmatisme ne débouche pas sur un empirisme descriptif. L'induction demande, dans son raisonnement conséquentiel, une vérification hypothético-déductive. Ceci ne signifie rien d'autre que le devoir de construire des conceptualisations, à partir de nos observations, reste primordial et s'insère dans une finalité d'orientation. Si la sociologie renonce à ce devoir ou si elle se détache de la réalité en mettant la théorie avant l'empirie, elle n'a plus de droit d'exister. Notre département a fait ce choix d'une sociologie empirique orientée au développement conceptuel. Nos futur-e-s étudiantes et étudiants nous indiqueront, par leur positionnement socio-économique dans des métiers demandant une capacité d'orientation, si nos choix sont justes. Pour l'instant et grâce à cette étude, nous sommes rassurés et restons attentifs au devenir.

Sandro Cattacin

Genève, mai 2008

Avant-propos

Le projet de réalisation d'une enquête sur les trajectoires professionnelles et de formation après les études de sociologie est une idée conjointe à l'Association des Etudiant-e-s en Sociologie (AES) et au Département de sociologie de l'Université de Genève. L'envie de connaître ce qu'étaient devenu-e-s les ancien-ne-s étudiant-e-s représentait à la fois une préoccupation du Département et des étudiant-e-s actuel-le-s.

Cette étude, initiée au début 2006, avait un double objectif. D'abord, nous voulions réaliser une étude par questionnaire auprès des licencié-e-s en sociologie qui puisse photographier le parcours professionnel et de formation des ancien-ne-s étudiant-e-s sur une période de dix ans. L'étude, qui se voulait principalement descriptive, permettait par ailleurs de faire suite à l'enquête menée en 1994 par Claire Pétroff et Olivier Pillonel sur les débouchés en sociologie (Pédroff et Pillonel, 1995). Nous espérions ainsi offrir une réponse aux nombreuses interrogations soulevées par les futur-e-s et/ou potentiel-le-s sociologues quant aux possibilités concrètes sur le marché du travail. Le deuxième objectif était de profiter de cette étude pour créer un réseau d'ancien-ne-s étudiant-e-s. Ainsi en même temps que le questionnaire, nous avons envoyé une lettre présentant notre projet de réseau et un formulaire de réponse pour les intéressé-e-s. Nous nous réjouissons de constater que l'idée de mettre en lien les ancien-ne-s et les étudiant-e-s actuel-le-s a rencontré un vif succès. Cet ouvrage constitue également un point de lancement pour la réalisation de ce réseau.

Nous tenons à préciser que toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette enquête, l'ont fait bénévolement et de manière supplémentaire à leurs activités courantes, y compris les auteur-e-s. Ces dernier-e-s ont tou-te-s participé-e-s aux phases d'analyse des données et de rédaction ainsi que – selon les disponibilités individuelles - à l'une ou l'autre des différentes étapes de ce travail. Nous avons contribué à la coordination du travail en équipe et au suivi des différentes tâches qui ont composé la réalisation de l'étude.

Nous souhaitons remercier ici toutes les personnes sans lesquelles cette étude n'aurait jamais pu voir le jour y compris les ancien-ne-s étudiant-e-s qui ont répondu à l'enquête.

Merci à Géraldine Bugnon, Julien Debonneville, Magali Floris, Céline Garcin, Ilan Lew, Pauline Pouthier Sainte-Rose et Gregory Scalena, qui ont contribué à diverses tâches comme la vérification des adresses, l'élaboration du questionnaire, l'encodage, la saisie des données, ou encore l'analyse des données.

Nos remerciements particuliers à Claudine Burton-Jeangros pour la relecture du questionnaire et ses commentaires fort précieux, à Daniel Oesch pour la relecture du questionnaire, du manuscrit et pour ses conseils portant notamment sur la classification des différentes catégories professionnelles et à Roman Graf pour ses conseils statistiques. Nous tenons également à remercier le Directeur du Département de sociologie, Sandro Cattacin, pour la relecture du manuscrit et pour l'intérêt accordé à notre démarche.

Enfin, un remerciement particulier également au Laboratoire de Recherche en Sociologie (LRS) pour le financement de l'envoi des questionnaires et la mise à disposition d'un ordinateur portable.

Mélanie Battistini et Stefano Losa

Genève, mai 2008

Résumé

Cette étude a pour objet les trajectoires professionnelles et de formation des licencié-e-s en sociologie à l'Université de Genève.

Dès lors, différents questionnements sont apparus : les débouchés offerts une fois la licence obtenue, la manière d'accéder au marché du travail, l'importance d'une formation supplémentaire, les secteurs d'activités des personnes licenciées en sociologie ou encore la manière d'utiliser les compétences acquises durant les années d'étude.

Cette enquête par questionnaire a été menée auprès de tou-te-s les personnes licencié-e-s entre 1995 et 2005. L'échantillon final est composé de 191 individus. L'analyse des données nous a permis d'esquisser les tendances dans le domaine de la formation, de l'insertion professionnelle, de la transition professionnelle et des acquis de la licence.

Concernant la formation après la licence, l'analyse des données révèle que près de 80% des étudiant-e-s ayant terminé une licence en sociologie entreprennent une autre formation. Une formation supérieure en sociologie est suivie par 30% de ceux-ci. Un tiers effectue une formation professionnelle ou un stage.

Les caractéristiques de la situation professionnelle actuelle des licencié-e-s sont les suivantes : 90.6% des licencié-e-s occupent un emploi rémunéré.

Le revenu médian brut (à 100%) est de 6'250 CHF.

Selon la typologie Oesch (2006), la catégorie professionnelle regroupant la plupart des répondant-e-s est représentée par les « semi-professions socio-culturelles » (43.9%) suivie par celle des « managers » (22.8%)¹.

¹ Parmi les semi-professions socioculturelles, on trouve par exemple des enseignant-e-s et des formatrices et formateurs, des assistant-e-s de recherche et d'enseignement, des collaboratrices et collaborateurs scientifiques, des éducatrices et éducateurs, des assistant-e-s sociaux ainsi que des animatrices et animateurs. Parmi la catégorie des managers, on trouve par exemple des project managers, des responsables en ressources humaines ou encore des administratrices et administrateurs.

Les branches de prédilection des diplômé-e-s en sociologie sont dans l'ordre : l'éducation et l'enseignement (26.3%), la culture et les médias (17.5%), la santé et l'action sociale (14.6%).

Une partie de l'analyse s'est également concentrée sur les transitions professionnelles et le chômage. Il apparaît que 72.1% des licencié-e-s en sociologie ont connu une étape de mobilité professionnelle. L'expérience du chômage concerne le 57.7% de l'échantillon étudié. Dans la majorité des cas cette période est unique et d'une durée inférieure ou égale à 6 mois.

A noter enfin, que la plupart des répondant-e-s reconnaissent l'utilité professionnelle de la licence en sociologie.

Introduction

Entre 1995 et 2005, 397 étudiant-e-s, soit une moyenne de 36 par année, ont obtenu une licence en sociologie octroyée par le Département de sociologie de l'Université de Genève. L'année académique 2005-06 a été caractérisée par une transformation conséquente du cycle de formation. L'adoption du système dit de Bologne dans l'ensemble de l'Université de Genève a également touché les études de sociologie. La licence, ainsi que le Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA), ont été abandonnés en faveur du bachelor et du master. Dans ce climat de réformes, chaque discipline est amenée à se poser des questions quant à sa position au sein de l'Université et de la Cité ainsi qu'au contenu des formations qu'elle propose. Stimulé-e-s par ce questionnement, nous nous sommes intéressé-e-s aux trajectoires professionnelles et de formation des licencié-e-s en sociologie.

La première question que nous avons abordée est celle des débouchés offerts une fois le diplôme empoché. Que deviennent les licencié-e-s en sociologie ? Entrent-ils/elles directement sur le marché du travail ou privilégient-ils/elles une formation supérieure ? Dans quels secteurs se retrouvent-ils/elles davantage ? Maintiennent-ils/elles leur identité de sociologue ou changent-ils/elles drastiquement d'orientation professionnelle ? De quelle manière utilisent-ils/elles les compétences acquises durant leurs années d'étude ? Ces questions et bien d'autres encore sont au cœur de ce projet de recherche.

Afin d'y répondre, nous avons contacté les volées d'étudiant-e-s des années 1995 à 2005, ayant obtenu une licence du Département de sociologie, et leur avons soumis un questionnaire d'une page recto-verso afin de découvrir leur parcours et leur appréciation a posteriori de leurs études. Ce projet, fruit d'une collaboration entre l'Association des Etudiant-e-s en Sociologie et le Département de sociologie, a été rendu possible par une importante mobilisation estudiantine. A un noyau de chercheuses et chercheurs, sont venus s'ajouter d'autres volontaires qui ont également aidé à la réalisation des différentes étapes de l'enquête. Ainsi la recherche des 397 licencié-e-s concerné-e-s n'a pas été une tâche aisée. Un minutieux travail de vérification des adresses a été nécessaire et nous a permis d'en retrouver 328. 63.7% d'entre eux nous ont répondu et ce sont leurs expériences qui constituent la matière de ce rapport.

Le texte est découpé en sept chapitres que l'on peut diviser en deux parties principales, d'une part le cadre théorique, la démarche méthodologique et les caractéristiques de l'échantillon, d'autre part les résultats de l'analyse.

Nous commençons par définir le cadre conceptuel de la recherche en précisant le contexte, ainsi que la problématique. Ensuite, nous passons par une phase d'explication de la démarche et de la méthode. Dans cette partie sont développés les points concernant l'élaboration du questionnaire, la construction de la base d'adresses et la manière dont les données ont été encodées. La description de l'échantillon nous permet d'aborder certaines données essentielles pour comprendre les spécificités de notre population comme la répartition selon le sexe, l'âge et l'état civil, ainsi que le nombre d'enfants des répondant-e-s.

Nous passons ensuite à l'analyse des données proprement dites. Celle-ci se subdivise en quatre chapitres. Tout d'abord nous étudions la question de la formation qui a éventuellement suivi la licence en sociologie. Par le terme de formation sont aussi bien entendues des formations universitaires que professionnelles. Ensuite c'est l'insertion professionnelle des diplômé-e-s qui est prise en considération. Sont décrits le statut des licencié-e-s, le mode d'accès à l'emploi, la formation exigée pour ces emplois, le secteur d'emploi, la branche d'activité, le type de profession exercée, le taux d'activité et finalement le revenu. Puis, nous nous intéressons aux transitions professionnelles. Cette partie est divisée en deux sous-chapitres, qui abordent l'un la mobilité professionnelle, c'est-à-dire les changements d'emploi, et l'autre le chômage. Finalement, ce sont les acquis de la licence en sociologie qui sont au centre de notre intérêt. D'une part, nous nous intéressons aux compétences et aux savoirs transmis pendant la licence et demandés aux licencié-e-s dans l'exercice de leur emploi. D'autre part, nous nous penchons sur l'importance subjective de la licence pour les répondant-e-s.

Cadre théorique

S'interroger sur le devenir professionnel et de formation des licencié-e-s en sociologie à l'Université de Genève signifie prendre en considération les principaux facteurs qui influencent le passage des études à la vie active. Dans un premier temps, nous présenterons quelques aspects contextuels déterminant le passage à la vie professionnelle de la population des diplômé-e-s des hautes écoles universitaires en général, en faisant référence aux enquêtes menées par l'Office Fédéral de la Statistique (OFS) entre 1991 et 2005. Ces aspects contextuels nous permettront, dans un deuxième temps, de formuler une série de questions spécifiques par le biais desquelles nous aborderons le cas des licencié-e-s en provenance du cursus de licence en sociologie de l'Université de Genève entre 1995 et 2005. Nous pourrions ainsi dresser un portrait d'ensemble concernant leurs trajectoires professionnelles et leurs parcours formatifs.

Facteurs contextuels

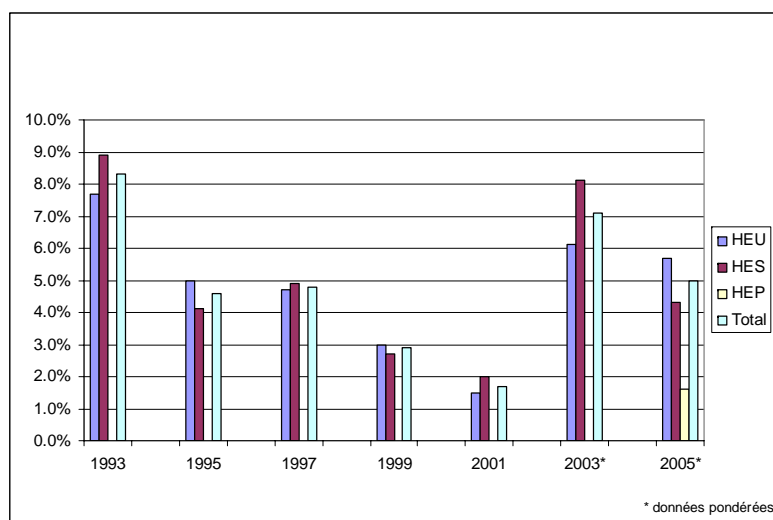
De manière générale, les études empiriques bisannuelles menées de manière systématique par l'OFS depuis 1977 auprès des nouveaux diplômé-e-s des hautes écoles universitaires (et hautes écoles spécialisées), montrent que, parmi les facteurs jouant un rôle déterminant dans le choix des parcours professionnels et de formation, il faut compter les *facteurs conjoncturels du marché du travail* ainsi que la *branche d'étude* choisie (OFS, 2003a).

En ce qui concerne les facteurs conjoncturels, il ressort des enquêtes que, pour la Suisse, les diplômé-e-s trouvent plus difficilement un emploi en cohérence avec leurs qualifications si, au moment du passage à la vie active, la conjoncture est en récession. En effet, la forte et persistante récession économique, qui a signé les années 1990 jusqu'à fin 1997, a eu un impact sur les nouvelles et nouveaux diplômé-e-s universitaires de ces mêmes années qui « ont dû faire preuve de plus de souplesse que leurs collègues ayant obtenu un diplôme après 1997 » (OFS, 2003a: 12). Or, si au début de 1998, il y a une reprise économique qui marque la fin de la crise la plus grave de l'après-guerre, en 2001 une nouvelle période de récession s'installe jusqu'en 2004 environ. Bien que moins lourde que la précédente, cette période d'augmentation du taux de chômage se manifeste également chez les nouvelles et nouveaux diplômé-e-s (en 2002) pour qui l'accès au marché du travail se révèle de nouveau plus difficile. Depuis 2004, l'économie est en

reprise et le taux de chômage en diminution. Les résultats de la dernière enquête OFS disponible (OFS, 2006), portant sur les diplômés de 2004, font état d'une amélioration quant à leur accès au marché du travail tout en démontrant qu'il reste plus problématique que dans les années 2000 en raison notamment des disparités économiques régionales et selon les branches d'études choisies.

Pour montrer l'évolution générale de l'accès au marché du travail des diplômé-e-s, ci-dessous le graphique 1, tiré de Schmid et Storni (2006: 19), montrant l'évolution du taux de sans-emploi chez les diplômé-e-s des hautes écoles universitaires (HEU), des hautes écoles spécialisées (HES) ainsi que des hautes écoles pédagogiques (HEP) un an après la fin des études :

Graphique 1 : Taux de sans-emploi un an après la fin des études par type de haute école, de 1993 à 2005

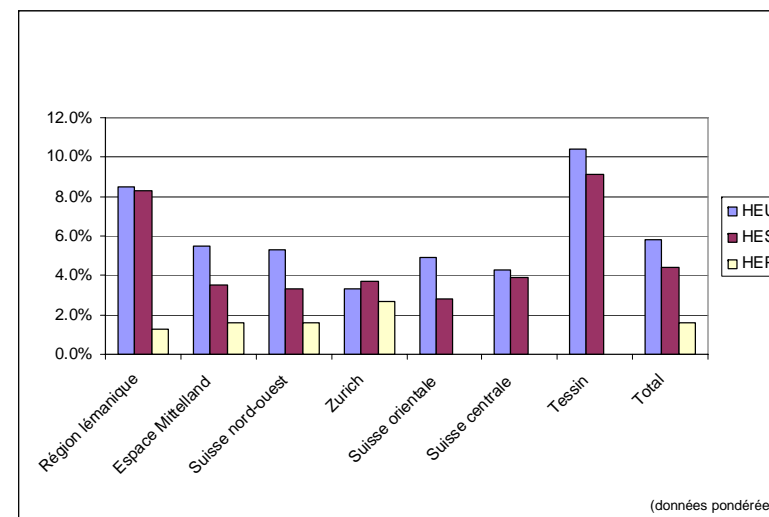


De manière générale, le déséquilibre sur le marché du travail qui se produit lors des périodes de basse conjoncture économique et de chômage général élevé amène les nouvelles et nouveaux diplômé-e-s à devoir choisir entre accepter des emplois nécessitant un moindre niveau de qualification ou patienter dans l'attente de trouver un emploi cohérent avec leurs qualifications. Les études de l'OFS montrent que les jeunes diplômé-e-s ont plutôt tendance à accepter de passer par une période dite de « chômage transitoire » (2003: 13). La catégorie de « chômage transitoire », comprenant

les « personnes en recherche d'emploi, qu'elles soient sans travail, qu'elles exercent une activité lucrative occasionnelle ou qu'elles participent à un programme de formation » (2003a: 9), semble ainsi plutôt caractéristique des nouvelles et nouveaux diplômé-e-s des hautes écoles. Un des facteurs les plus incisifs quant au chômage transitoire est représenté par les importantes *disparités régionales* qui caractérisent le marché du travail suisse. De par la structure du tissu économique, la région lémanique et la Suisse italienne se révèlent plus fortement sensibles aux fluctuations conjoncturelles. Ainsi, les « conditions économiques généralement moins bonnes en Suisse romande font que la transition est plus difficile et plus longue pour les nouveaux diplômés des hautes écoles vivant en Suisse romande » (2003a: 33).

Ci-dessous le graphique 2, tiré de Schmid et Storni (2006: 21), montre, pour 2005, la répartition par région du taux de sans-emploi un an après la fin des études chez les diplômé-e-s des hautes écoles universitaires (HEU), des hautes écoles spécialisées (HES) ainsi que des hautes écoles pédagogiques (HEP) :

Graphique 2 : Taux de sans-emploi un an après la fin des études, par type de haute école et par grande région, en 2005



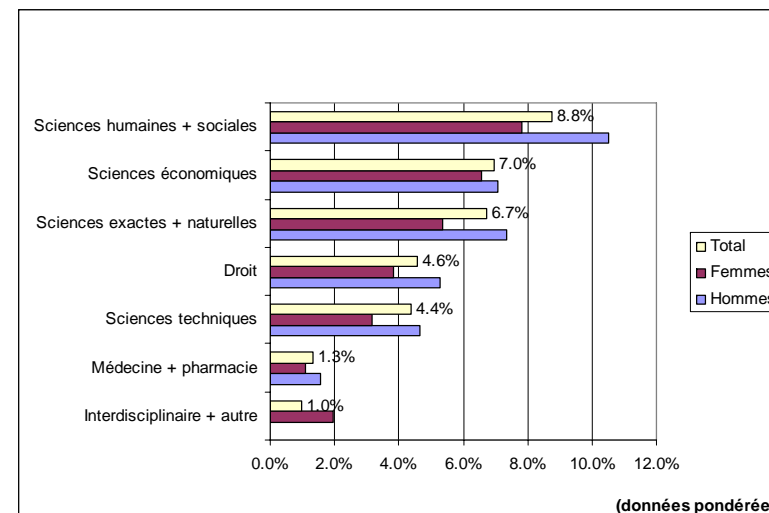
Pour relativiser en partie la conjoncture au sens strict, un autre facteur d'ordre économique influence le processus de transition des diplômé-e-s à la

vie active : la *tertiarisation de l'économie suisse*. En effet, depuis les années 1970, on assiste à une restructuration des postes de travail dans le sens d'un accroissement des places dans le secteur des services. Parallèlement, ces mêmes activités de service exigent des qualifications hautement élevées. Ainsi, les études de l'OFS révèlent que malgré les difficultés à entrer dans la vie active, surtout dans la première moitié des années 1990, pour les jeunes diplômé-e-s des hautes écoles la situation a évolué. Ce sont eux qui profitent des changements structurels et technologiques, par rapport à l'ensemble de la main d'œuvre (OFS, 2003a).

En ce qui concerne la branche d'étude en tant que facteur déterminant le passage à la vie active des nouvelles et nouveaux diplômé-e-s, les résultats de l'OFS montrent que les marchés de l'emploi varient selon la branche d'étude choisie. En effet, plus la branche comporte un « cursus fortement structuré et un degré de professionnalisation élevé » (2003a : 33) (ex. médecine, droit, travail social), plus l'accès à l'emploi est favorisé. En d'autres termes, cela veut dire que par rapport aux cursus dont le profil est moins orienté professionnellement comme les sciences humaines et les sciences sociales, pour les diplômé-e-s à haut degré de professionnalisation la probabilité de devoir passer par des périodes de « chômage transitoire » est moindre (2003 : 33). Pour ces derniers, de plus, les emplois trouvés sont plus facilement conformes aux qualifications des diplômé-e-s.

Ci-dessous le graphique 3, tiré de Schönfisch et Schmidlin (2005 : 32) montre, pour 2003, le taux de sans-emploi des nouvelles et nouveaux diplômé-e-s des hautes écoles universitaires (HEU) selon le domaine d'étude et le sexe :

Graphique 3 : Taux de sans emploi des nouveaux diplômés HEU selon le groupe de domaines d'études et le sexe, en 2003



Bien que ces facteurs n'épuisent pas tous les éléments ayant une influence sur le passage à la vie active des diplômé-e-s (OFS 2003a), ils revêtent, pour notre enquête, une importance particulière ; la sociologie à l'Université de Genève cumulant les répercussions liées aux disparités régionales du marché du travail et au faible degré de professionnalisation de la branche d'étude.

Questions de recherche

L'objectif principal de cette enquête est de dresser un portrait d'ensemble concernant les trajectoires professionnelles et les parcours formatifs après l'obtention d'une licence en sociologie à l'Université de Genève.

En prenant en considération les facteurs contextuels liés aux particularités du marché du travail et de la branche d'étude, que nous venons d'évoquer, nous allons cerner les processus de passage à la vie active des licencié-e-s en sociologie en termes de formation, de situation professionnelle, de

transitions professionnelles et de chômage, ainsi que de savoirs acquis durant les études.

Pour toutes les thématiques et questions soulevées au cours de cette enquête, nous montrerons ce qu'il en est de la différence entre un sociologue et une sociologue dans leurs parcours professionnels et de formation. En effet, les conditions de travail tendent à être plus défavorables pour les femmes que pour les hommes (Bühler, 2001).

Quelle(s) formation(s) après la licence ?

Comme déjà mentionné plus haut, par rapport à d'autres branches d'étude qui se définissent selon un champ professionnel fortement délimité (ex. médecins, avocats) ou encore nécessitant des connaissances objectives pour résoudre des tâches complexes (ex. ingénieurs, informaticiens, spécialistes en sciences physiques et naturelles, travailleurs sociaux), les sciences sociales (ainsi que les lettres ou encore les arts visuels appliqués) sont plutôt caractérisées par un champ professionnel plus varié et moins spécifique. Or, si d'une part, cette « moindre spécificité » du champ professionnel représente, pour la sociologie, une force en terme de polyvalence des domaines d'activités (Pétroff et Pillonel 1995), d'autre part, les « personnes travaillant sur ces marchés doivent faire preuve d'une grande flexibilité et accepter des salaires et des positions professionnelles généralement moindres qu'ailleurs. Les postes de travail ne requièrent pas une formation dans une branche d'étude spécifique ni parfois même une formation dans une haute école » (OFS, 2003a : 18).

Ces caractéristiques du champ professionnel peuvent inciter les jeunes licencié-e-s en sociologie à entreprendre une formation complémentaire afin de se spécialiser davantage dans un domaine. Sont-ils/elles nombreux à se lancer dans le monde professionnel avec ce premier diplôme ou privilégient-ils/elles l'obtention d'un second ?

La « moindre spécificité » des études pose aussi la question de l'adéquation de l'emploi définie comme « la concordance entre les capacités proposées et celles requises pour une profession » (OFS, 2003a : 7). Est-ce que l'activité professionnelle trouvée ou espérée correspond aux qualifications issues de la formation ?

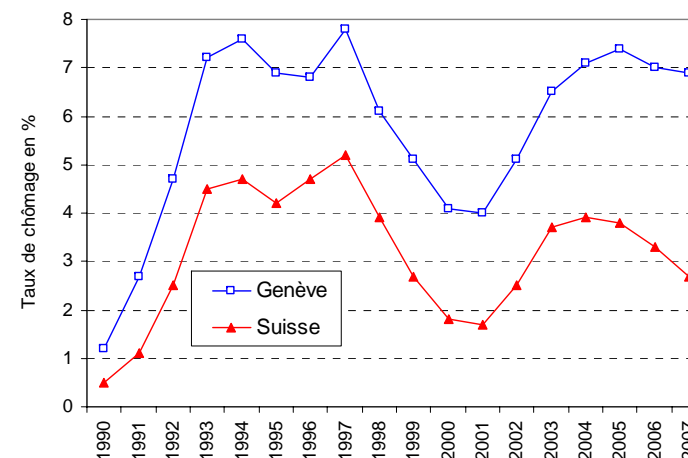
Pour pouvoir répondre à la question des trajectoires de formation et pour avoir un aperçu des différentes orientations, nous prenons en considération les aspects suivants de la formation après la licence :

- Quel est le taux de licencié-e-s en sociologie qui poursuivent avec une autre formation ?
- Quels sont les types de formation choisis? S'agit-il de formations universitaires ou de formations professionnelles y compris de stages ?

Quel est l'accès au marché du travail ?

La période prise en compte dans notre étude (1995-2005) se présente plutôt mouvementée du point de vue de l'évolution du marché de l'emploi suisse et en particulier genevois (voire graphique ci-contre). Pour mesurer l'impact conjoncturel, il s'agit, en premier lieu, d'établir la situation professionnelle actuelle de la population visée.

Graphique 4 : Evolution du taux de chômage (général) pour la Suisse et le Canton de Genève



Pour ce faire, nous nous intéressons à une série de questions d'ordre général sur l'accès au marché du travail et par rapport aux orientations professionnelles.

- Quelle est la situation professionnelle des licencié-e-s?
- Quelle formation est exigée pour l'emploi?
- Quels sont le type d'emploi et la branche d'activité?
- Selon quel taux d'activité sont-ils/elles employé-e-s?
- Quel est le revenu des licencié-e-s en sociologie (selon le secteur d'activité, la branche économique, et le sexe)?

Quelles transitions professionnelles ; quelles stratégies d'insertion ?

Il s'agit, ensuite, de comprendre comment se réalise le passage à la vie active. En d'autres termes se pose la question des stratégies d'insertion professionnelle. Cette question est directement liée au degré de professionnalisation de la branche d'étude. Nous allons mesurer les processus de transition auxquels les licencié-e-s doivent faire face pour arriver à « stabiliser » leur situation professionnelle : est-ce que la transition entre la période de la formation et la vie professionnelle s'effectue de manière directe ou requiert-elle des stratégies et des temps d'adaptation de la part de la personne diplômée ? Peut-on considérer ces périodes de « chômage transitoire » comme des stratégies d'insertion sur le marché du travail ?

Ainsi, nous traitons une série de questions sur les transitions professionnelles et le chômage:

- Les sociologues de Genève connaissent-ils/elles une forte mobilité professionnelle ?
- Tendent-ils/elles à cumuler les périodes de chômage ?

Quelles sont les compétences acquises grâce à la licence en sociologie ?

Durant la licence en sociologie un ensemble de savoirs sont transmis aux étudiant-e-s. Sont-ils effectivement mis en œuvre dans l'activité professionnelle ? Comment sont-ils perçus en termes d'utilité par leurs détentrices et détenteurs ? Cette question renvoie à nouveau à celle de l'adéquation de l'emploi et en permet une meilleure estimation. L'évaluation

subjective de l'impact des études en sociologie sur l'activité professionnelle actuelle est prise en compte en particulier par les deux questions suivantes :

- Comment l'utilité de la licence en sociologie est-elle évaluée pour l'emploi actuel?
- Est-ce que les savoirs et les compétences mis en œuvre dans l'activité actuelle sont en affinités avec ceux appris dans le cursus de sociologie à Genève?

Démarche et méthode

Le questionnaire

Pour l'élaboration du questionnaire, nous nous sommes donné-e-s l'objectif de récolter un maximum d'informations en un nombre réduit de questions dont la plupart étaient des questions à cocher (18 questions - 23 avec les questions sociodémographiques - sur 1 page A4 recto verso). Et ce, dans l'idée de limiter le plus possible, pour le/la répondant-e, le temps de remplissage.

Les questions étaient réparties selon plusieurs thématiques. Les questions composant la première partie du questionnaire ont été conçues de manière à respecter dans l'ordre les principales articulations potentielles auxquelles un-e licencié-e en sociologie est susceptible de se voir confronté-e. Ainsi, elles étaient réparties selon les thèmes suivants: les données sociodémographiques; les éventuelles formations suivies après la licence y compris les séjours à l'étranger; la situation professionnelle actuelle, dont le mode d'obtention de l'emploi et la ou les formations exigées le concernant; les changements d'activité professionnelle et les éventuelles périodes de chômage, leur durée comprise; et enfin, le revenu brut du dernier mois. La deuxième partie du questionnaire était plus orientée sur des évaluations subjectives concernant les compétences et les savoirs demandés dans l'activité professionnelle actuelle ainsi que sur l'impact de la licence en sociologie en termes d'utilité pour la profession actuelle.

Le questionnaire a fait l'objet d'une relecture en profondeur par trois scientifiques expérimenté-e-s dans l'élaboration de questionnaires du même genre.

La base d'adresses et l'enquête

Le Secrétariat des étudiants de la Faculté des Sciences Économiques et Sociales (SES) de l'Université de Genève nous a fourni la liste d'adresses des licencié-e-s en sociologie au sein de la même Faculté durant la période comprise entre février 1995 et octobre 2005, pour un total de 397 individus.

Les adresses de la liste fournie par la Faculté n'étant pas tenues à jour, une difficulté majeure a été celle de vérifier l'actualité de l'ensemble des adresses. Cette vérification a été réalisée en utilisant les annuaires

électroniques (<http://tel.search.ch> et <http://www.directories.ch>) et/ou en téléphonant directement à domicile.

Des 397 nominatifs initiaux, nous en avons ainsi gardé un total de 328 représentant les adresses valables ou mises à jour après vérification, les 70 restantes ayant été écartées parce qu'introuvables. La taille de l'échantillon total de l'enquête représente ainsi 328 (N) licencié-e-s en sociologie de l'Université de Genève (entre 1995 et 2005).

Le questionnaire définitif avec lettre d'accompagnement a fait l'objet d'un double envoi: un 1^{er} envoi plus un envoi de rappel. Le premier envoi – effectué le 18 décembre 2006 – a été adressé à 328 licencié-e-s en sociologie. L'envoi de rappel – effectué le 16 février 2007 – a été adressé à 197 licencié-e-s qui n'ont pas répondu lors du 1^{er} envoi.

L'encodage

A partir des différentes questions une base de données a été conçue permettant, à l'aide d'un *code book*, de saisir directement les réponses sans passer par un masque de saisie. Ce choix a été possible uniquement grâce au nombre relativement réduit de variables et de questionnaires à saisir ainsi qu'à la possibilité d'une double vérification dont chaque questionnaire saisi a fait l'objet. De même, dans des champs de données *ad hoc*, nous avons également saisi les remarques textuelles produites par les répondant-e-s là où la possibilité leur en avait été laissée.

Suite au premier encodage de toutes les données et la base constituée, un nombre important de variables ont fait l'objet d'encodages et de catégorisations ultérieures y compris celles textuelles (voir les détails directement dans les parties thématiques concernées). En particulier, dans la partie concernant la situation professionnelle actuelle, les emplois ont été codés selon le schéma de classe élaboré par Oesch (2006). Quant aux branches économiques, elles ont été classées selon la nomenclature générale des activités économiques (NOGA).

Description de l'échantillon

Le taux de réponse réel atteint 64% environ. Ce qui est très satisfaisant.

L'échantillon des licencié-e-s qui ont répondu à notre enquête est composé par 1/3 d'hommes et 2/3 de femmes.

L'âge médian des répondant-e-s est de 32 ans et leur âge médian *au moment de l'obtention de la licence* est de 25 ans.

La grande majorité des répondant-e-s a obtenu la licence entre 22 et 29 ans et plus de la moitié entre 25 et 29 ans.

Légère tendance chez les femmes à obtenir la licence à un âge plus jeune que leurs camarades hommes.

La majorité des répondant-e-s (environ 52%) se déclare célibataire au moment de l'enquête, à noter une plus grande proportion de femmes mariées et une proportion légèrement plus grande chez les hommes de divorcés ou séparés.

Si la plupart des répondant-e-s n'avait pas d'enfants au moment de l'enquête, les femmes sont en légère majorité à avoir des enfants (environ 30%) par rapport aux hommes (25%).

L'échantillon récolté semble constituer un bon reflet de la population des licencié-e-s en sociologie à l'Université de Genève entre 1995 et 2005.

Ce chapitre vise à présenter le profil des licencié-e-s ayant répondu à l'enquête selon les répartitions par sexe, âge, état civil et le nombre d'enfants. Dans certains cas, à titre de comparaison, nous ferons référence aux données de l'enquête de Pétroff et Pillonel (1995) menée auprès des licencié-e-s en sociologie de l'Université de Genève des années 1960 à 1994.

Taux de réponse

Sur le total de 328 questionnaires envoyés, le taux de réponse (tout envoi confondu) est égal à 58,2% (191 réponses)². Calculé de cette manière, le

² Les taux de réponse partiels sont les suivants: 42,4% au premier envoi (139 réponses sur 328 questionnaires envoyés) et 26,4% (52 réponses sur 197 questionnaires envoyés).

taux de réponse ne tient pas compte du nombre réel de licencié-e-s qui ont reçu le questionnaire. Il nous faut donc encore soustraire le nombre total de questionnaires qui n'ont pas pu atteindre le destinataire en raison de changements d'adresse, d'adresses inexactes ou autres (décès par exemple). Ainsi, sur 328 questionnaires envoyés, 28 nous ont été retournés par la Poste. Dès lors, en tenant compte de cette pondération, le taux de réponse réel atteint 63.7% (191 réponses sur 300), ce qui est à considérer comme un taux très satisfaisant.

La répartition selon le sexe

L'échantillon des licencié-e-s qui ont répondu à notre enquête est composé par 1/3 d'hommes (33.5%) et 2/3 de femmes (66.5%).

Tableau 1 : Répartition selon le sexe

	%	(n)
Hommes	33.5	(63)
Femmes	66.5	(125)
Total	100	(188) ³

La comparaison de la répartition par sexe des répondant-e-s avec la population totale des licencié-e-s en sociologie entre février 1995 et octobre 2005 selon la liste qui nous a été fournie par la Faculté SES, révèle une forte ressemblance (35.5% [141] hommes contre 64.5% [256] femmes). La proportion d'hommes et de femmes de l'échantillon des répondant-e-s se trouve dès lors représentée de manière conforme à son poids dans la population effective des licencié-e-s en sociologie entre 1995 et 2005.

A titre comparatif, notons encore la diminution de la proportion d'hommes ayant obtenu une licence en sociologie entre 1995 et 2005 par rapport aux données de l'enquête de Pétroff et Pillonel (1995) concernant la population des licencié-e-s en sociologie à Genève entre 1960 et 1994.

³ Sur les 191 réponses, 3 ne portent pas de réponse sur cette question. Le total est donc 188.

Tableau 2 : Comparaison de la répartition des sexes de la population totale des licencié-e-s en socio entre 1995-2005 (liste SES) et 1960-1994 (étude Pétroff, Pillonel 1995)

	1995-2005 (liste SES)	1960-1994
Hommes	35.5% (141)	47.2% (195)
Femmes	64.5% (256)	52.8% (218)
Total	100% (397)	100% (413)

La répartition selon l'âge

De manière générale, si l'on prend en considération l'âge des répondant-e-s au moment de l'enquête, donc l'âge actuel, la médiane des âges est égale à 32 ans et la moyenne est de 31.91 ans.

En ce qui concerne l'âge *au moment de la licence*, l'âge médian et l'âge moyen de l'ensemble des répondant-e-s à notre enquête sont respectivement de 25 et 26.14 ans. Bien que l'âge médian reporté dans l'étude de Pétroff et Pillonel (1995) sur les licencié-e-s en sociologie entre 1960 et 1994 soit de 26 ans (moyenne 27), nous ne pouvons pas conclure à une diminution effective de l'âge des licencié-e-s étant donné la longueur différente de la période prise en compte. Cette constatation apparaît encore plus nettement si l'on prend en considération chaque année entre 1995 et 2005, où l'on remarque que l'âge médian au moment de la licence varie entre 24 et 26 ans (voir tableau ci-contre).

Toujours en considérant l'âge au moment de la licence, la plupart des répondant-e-s ont obtenu leur licence entre 22 et 29 ans, 87.7%. La classe d'âge est calculée à partir de 20 ans ; le plus jeune répondant est âgé de 22 ans. C'est notamment entre la 25^{ème} et la 29^{ème} année qu'il y a le plus grand nombre d'obtentions de licences en sociologie, à savoir 54.5% de l'échantillon (voir tableau ci-contre).

Bien que la répartition de l'âge au moment de l'obtention de la licence selon le sexe ne montre pas de différence significative, il est possible de remarquer la tendance chez les femmes à obtenir la licence plus jeunes que les hommes. En effet, la proportion de licenciées dans la classe d'âge 20-24 ans est supérieure à celle des licenciés (35.2% contre 29%), tandis que pour la classe d'âge suivante (25-29 ans), la proportion de licenciés est plus grande (58.1% contre 53.3%).

Tableau 3 : Répartition de l'âge à la licence selon le sexe

Classes d'âge	Total % (n)	hommes % (n)	femmes % (n)
20-24 ans	33.2 (62)	29 (18)	35.2 (43)
25-29 ans	54.5 (102)	58.1 (36)	53.3 (65)
30-34 ans	8.0 (15)	9.7 (6)	6.6 (8)
35-39 ans	3.2 (6)	3.2 (2)	3.3 (4)
40-44 ans	0.5 (1)	0 (0)	0.8 (1)
45-50 ans	0.5 (1)	0 (0)	0.8 (1)
Total	100 (187) ⁴	100 (62)	100 (122)

La répartition selon l'état civil et le nombre d'enfants

En ce qui concerne l'état civil au moment de l'enquête, la majorité des répondant-e-s (52.2%) se définit célibataire (nous avons inclus dans cette catégorie 6 répondant-e-s (1 homme et 5 femmes) ayant coché l'option « en concubinage »). Le 28.5% des répondant-e-s se dit marié-e-s et 18.8% divorcé-e-s ou séparé-e-s. Une seule personne est veuve (femme).

Tableau 4 : Répartition selon l'état civil

	%	(n)
Célibataire	52.2	(97)
marié/e	28.5	(53)
divorcé/e, séparé/e	18.8	(35)
veuf/ve	0.5	(1)
Total	100	(186) ⁵

⁴ Sur les 191 réponses, 4 ne portent pas de réponse sur cette question. Le total est donc 187.

⁵ Sur les 191 réponses, 5 ne portent pas de réponse sur cette question. Le total est donc 186.

La répartition de la situation d'état civil selon le sexe, ne révèle pas de différence marquante. A noter, néanmoins, une proportion plus grande de femmes mariées (30.1% contre 24.6% chez les hommes) et une proportion légèrement plus grande d'hommes divorcés ou séparés (21.3% contre 17.1%).

Tableau 5 : Répartition de l'état civil selon le sexe

	hommes % (n)	femmes% (n)
célibataire	54.1 (33)	52 (64)
marié/e	24.6 (15)	30.1 (37)
divorcé/e, séparé/e	21.3 (13)	17.1 (21)
veuf/ve	0 (0)	0.8 (1)
Total	100 (61)	100 (123)

Pour finir, la plupart des répondant-e-s n'avaient pas d'enfants au moment de l'enquête (70.3% [130]). Parmi celles et ceux qui ont des enfants, 50.9% (28) ont déclaré avoir un enfant, 45.5% (25) deux enfants et 3.6% (2) trois enfants.

Si l'on prend la répartition des répondant-e-s ayant au moins un enfant selon le sexe, on constate que les femmes sont en légère majorité à avoir des enfants (30.9%) par rapport aux hommes (25%).

Tableau 6 : Répondant-e-s ayant au moins un enfant selon le sexe

	hommes % (n)	femmes% (n)
Pas d'enfant	75 (45)	69.1 (85)
Enfant(s)	25 (15)	30.9 (38)
Total	100 (60)	100 (123)

Représentativité et significativité de l'échantillon

De manière générale et par rapport à l'information à disposition, l'échantillon de réponses dont nous pouvons bénéficier semble constituer un bon reflet de la population des licencié-e-s en sociologie à l'Université de Genève entre 1995 et 2005, sur la base du sexe et de l'âge. En effet, la proportion est similaire entre hommes et femmes par rapport à la population

effective des licencié-e-s en sociologie entre 1995 et 2005 (liste fournie par la Faculté SES). En plus, nous notons une proximité de l'âge médian entre notre échantillon et celui de l'étude Pétrouff et Pilonel (1995). Les informations concernant l'état civil des répondant-e-s ainsi que celles sur le nombre d'enfants sont reportées ici à titre purement descriptif.

Concernant la significativité, notons que nous avons un échantillon de 191 individus. Ce relativement faible nombre d'individus ne permet que rarement d'obtenir des tests du Chi-2 statistiquement significatifs. Par conséquent, nous avons décidé de ne pas les présenter dans ce rapport. Cependant, il nous semble que, au-delà d'une significativité statistique au sens strict, les analyses révèlent des variations pertinentes.

Formation après la licence

Près de 80% des étudiant-e-s ayant terminé une licence en sociologie continuent avec une autre formation.

La formation supérieure en sociologie est choisie par 30% d'entre eux. Plus d'hommes choisissent cette filière.

Près de 40% des étudiant-e-s entreprenant une formation après la licence choisissent d'entreprendre une autre formation universitaire. Parmi ceux-ci, près de 80% suivent un cursus en SES.

15 personnes ont effectué un doctorat, 10 en sociologie et 5 dans une autre discipline.

Un tiers des licencié-e-s en sociologie effectuent une formation professionnelle ou un stage.

Les résultats du questionnaire montrent que 79.5% des étudiant-e-s ayant obtenu une licence en sociologie poursuivent leur formation (par exemple, DEA en sociologie, autre formation universitaire, doctorat en sociologie, stage, etc.). Ce résultat correspond à 151 personnes sur l'ensemble des répondant-e-s.

Formation supérieure en sociologie

28.9% (n=44) des personnes ayant entrepris une formation après la licence ont choisi une formation supérieure en sociologie. Le pourcentage restant a effectué une autre formation universitaire, une formation professionnelle ou un doctorat. Les étudiant-e-s ayant choisi une autre formation universitaire poursuivent pour la plupart en Sciences Economiques et Sociales (SES)⁶ (79.4%).

Nous constatons que les femmes sont proportionnellement moins nombreuses à effectuer une formation supérieure en sociologie. 23.2% des femmes choisissent d'effectuer une formation supérieure en sociologie,

⁶ Par cette dénomination nous n'entendons pas seulement la faculté SES (Sciences Economiques et Sociales) à l'Université de Genève, mais l'ensemble des domaines concernés par cette appellation.

contre 37.3% des hommes. Ainsi, un peu plus d'un tiers des hommes choisissent cette formation, alors qu'un peu moins d'un quart des femmes font ce choix.

Autre formation universitaire

Nous avons décidé de partager les différentes formations universitaires suivies par les licencié-e-s en sociologie entre celles qui correspondent à un parcours en sciences économiques et sociales et celles qui correspondent à une formation universitaire dans un autre domaine.

Les licencié-e-s en sociologie qui entreprennent une formation universitaire autre que la sociologie représentent 41.4% (n=63) de l'échantillon. Parmi ceux-ci, 79.4% choisissent une discipline des sciences économiques et sociales, tandis que 20.6% préfèrent un autre domaine. Les principales voies d'études recensées en SES pour les licencié-e-s en sociologie sont : communication et médias, Hautes Etudes Commerciales (HEC), science politique et administration publique, développement, globalisation, relations internationales (RI) et enfin statistiques.

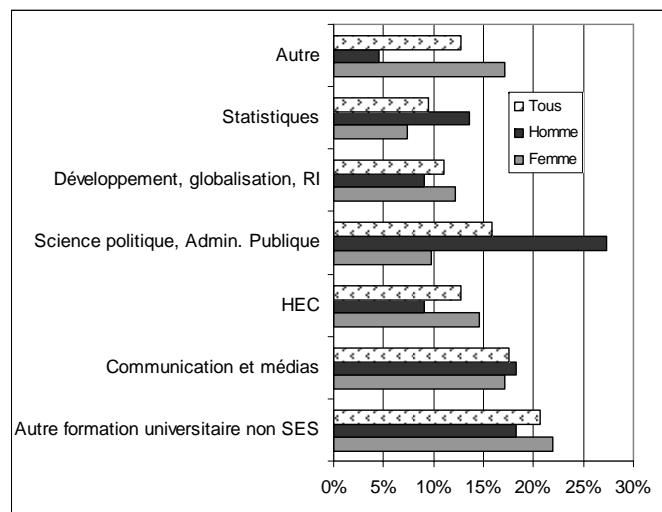
Sur l'ensemble des formations universitaires (SES et autres) entreprises par les licencié-e-s en sociologie, nous remarquons que la répartition femmes/hommes est relativement égalitaire (41.4% des femmes pour 43.1% des hommes).

Dans notre échantillon, seules 13 personnes (20.6%) entreprennent une formation universitaire ailleurs qu'en SES. Parmi celles-ci, les femmes sont majoritaires (9 femmes, contre 4 hommes).

Concernant les formations suivies en SES (n=50), 17.1% des femmes privilégient les sciences de la communication et des médias (n=7), 14.6% se dirigent en HEC (n=6) et 12.2% choisissent les sciences du développement, de la globalisation et des relations internationales (n=5).

Pour les hommes, la formation SES privilégiée est la science politique avec 27.3% d'entre eux (n=6). Viennent ensuite la science de la communication et des médias avec 18.2% (n=4) et les statistiques avec 13.6% (n=3) des hommes de l'échantillon.

Graphique 5 : Autre formation universitaire complémentaire en SES, par sexe



Doctorat

Parmi les personnes qui ont entamé une formation après l'obtention de leur licence 15 personnes ont effectué un doctorat, dont 10 en sociologie et 5 dans une autre discipline telle que la science politique, le droit ou l'économie.

A titre indicatif, nous notons que, sur les 10 étudiant-e-s qui ont effectué un doctorat en sociologie, 6 sont des hommes et 3 sont des femmes. Concernant les autres doctorant-e-s, on observe un seul homme pour 4 femmes.

Formation professionnelle et stages

Au vu du nombre restreint de stages effectués par les licencié-e-s en sociologie, nous avons décidé de les regrouper avec les formations professionnelles.

Les formations professionnelles et les stages sont privilégiés par 34% (n=65) des personnes ayant entrepris une formation post licence.

Ces différentes formations, comprenant les stages, ont été regroupées en cinq catégories. Les deux principales, représentant respectivement 7.3% et 9.4%, sont l'enseignement, l'éducation et la pédagogie d'une part et le management, le marketing, la gestion et les ressources humaines d'autre part. Viennent ensuite les formations en journalisme et médias, ainsi que les formations artistiques et culturelles, respectivement 4.2% et 3.7%.

On se rend compte que les femmes entreprennent plus de formations professionnelles et de stages que les hommes (38.4% pour les femmes et 27% pour les hommes).

Il est intéressant de noter que la formation en marketing, management, gestion et ressources humaines est celle qui est la plus choisie par les femmes (29.2% d'entre elles).

Tableau 7 : Suivi des formations professionnelles et stages

	Hommes	Femmes	Total
Pas de formation professionnelle et stages	73% (46)	61.6% (77)	66% (126)
Formation professionnelle et stages	27% (17)	38.4% (48)	34% (65)
Total	100% (63)	100% (125)	100% (191)

Tableau 8 : Détail des formations professionnelles et stages, par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Enseignement, éducation, pédagogie	23.5% (4)	20.8% (10)	21.5% (14)
Management, marketing, Ressources Humaines	23.5% (4)	29.2% (14)	27.7% (18)
Journalisme et Médias	5.9% (1)	14.6% (7)	12.3% (8)
Formation artistique et culturelle	11.8% (2)	10.4% (5)	10.8% (7)
Autre	35.3% (6)	25.0% (12)	27.7% (18)
Total	100% (17)	100% (48)	100% (65)

Situation professionnelle actuelle des diplômé-e-s

Au moment de l'enquête, 90.6% des diplômé-e-s occupent un emploi rémunéré. Le revenu médian brut mensuel (à 100%) est de 6'250 CHF, pour les hommes comme pour les femmes.

L'annonce reste pour 39% un mode éprouvé d'accès à l'emploi mais c'est le réseau de connaissances qui est utilisé en majorité à 44% par les diplômé-e-s pour trouver leur emploi.

Pour plus de la moitié des répondant-e-s (56%) un titre universitaire de niveau licence ou bachelor est nécessaire à l'exercice de leur activité.

Selon la typologie Oesch, la catégorie professionnelle regroupant la plupart des répondant-e-s est représentée par les « semi-professions socio-culturelles » (44%) suivie par celle des « managers » (23%).

Les branches de prédilection des diplômé-e-s en sociologie sont dans l'ordre : l'éducation et l'enseignement (26%), la culture et les médias (18%), la santé et l'action sociale (15%).

A côté de ces emplois types qui regroupent plus de 58% des répondant-e-s on constate une grande variété de situations d'emplois et de fonctions occupées.

La part de l'emploi à temps partiel est significativement plus élevée que dans la population active car 41% des répondant-e-s travaillent à moins de 100%, dont 35% d'hommes et 44% de femmes.

Statut professionnel des diplômé-e-s

90.6% des licencié-e-s occupent un emploi au moment de l'enquête. 16.2% de notre échantillon occupent deux emplois ou plus.

Il est intéressant d'observer en détails la situation actuelle des licencié-e-s. Un cinquième (19.4%) des répondant-e-s se trouve dans plus d'une catégorie. Dans ces cas de réponses multiples, nous avons fait primer salarié-e, indépendant-e et étudiant-e sur le reste (recherche d'emploi, au foyer, bénévole et autre) parce que le nombre de cas était réduit (n=14). Par contre nous avons créé deux catégories regroupées pour « salarié et indépendant » (n=3) ainsi que pour « salarié et étudiant » (n=20) étant donné qu'elles concernaient plus d'individus. Dans la catégorie « autre » se trouvent

notamment un stagiaire, un civiliste et des individus occupants plus de deux catégories.

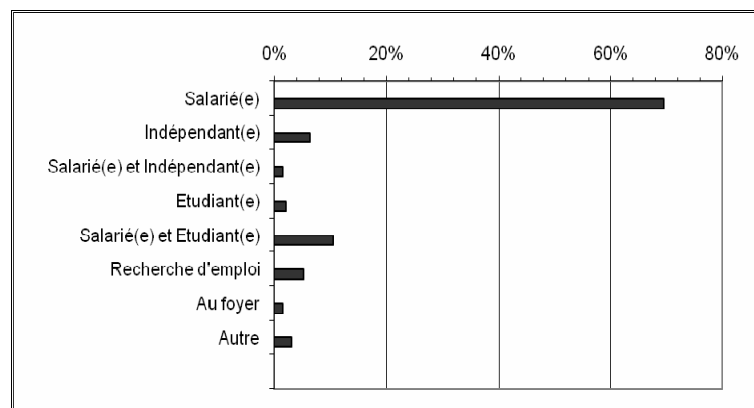
La catégorie principale est celle des salarié-e-s ; 69.6% se définissent comme salarié-e-s et, à ce pourcentage, se rajoutent ceux/celles qui sont également indépendant-e-s (1.6%) et ceux/celles qui sont également étudiant-e-s (10.5%). La catégorie des étudiant-e-s salarié-e-s donne un éclairage affiné sur le taux d'occupation de 90.6%. Dans sept cas sur vingt il s'agit d'assistant-e-s et pour le reste il s'agit d'emplois divers (ex : monitrice informatique, secrétaire).

Les indépendant-e-s représentent 8.9 % (6.3% uniquement indépendant-e-s) et les étudiant-e-s 13.1% (2.1% uniquement étudiant-e-s). Nous constatons que les étudiant-e-s qui ne travaillent pas à côté de leurs études sont rares.

Nous avons 5.2% individus qui sont exclusivement en recherche d'emploi. Toutefois le pourcentage total des gens en recherche d'emploi est plus élevé, 12%. Les 6.8% supplémentaires correspondent à des individus qui recherchent un emploi tout en signalant également une autre situation (ex : étudiant, salarié).

Sur l'ensemble de l'échantillon notons encore que cinq personnes déclarent également une activité de bénévolat.

Graphique 6 : Situation professionnelle des diplômé-e-s



Mode d'accès à l'emploi

L'annonce reste pour 38.6% un mode éprouvé d'accès à l'emploi mais c'est le réseau de connaissances qui est utilisé en majorité à 43.9% par les diplômé-e-s pour trouver leur emploi. Il est intéressant de noter que 8.2% de diplômé-e-s ont été embauché-e-s à l'issue d'un stage, et que 7% ont créé leur propre activité.

Tableau 9 : Mode d'accès à l'emploi (plusieurs réponses possibles)

	Hommes	Femmes	Total
Réseau	49.2% (29)	41.1% (46)	43.9% (75)
Annonce	44.1% (26)	35.7% (40)	38.6% (66)
Candidature spontanée	18.6% (11)	21.4% (24)	20.5% (35)
Autre (concours...)	3.4% (2)	13.4% (15)	9.9% (17)
Stage suivi d'une embauche	11.9 (7)	6.3% (7)	8.2% (14)
Création de mon activité	8.5% (5)	6.3% (7)	7% (12)

Formation exigée pour l'emploi

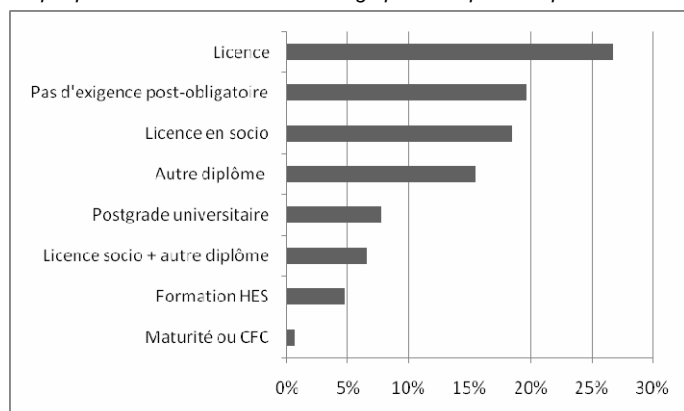
Comme nous l'avons vu dans la partie concernant le statut professionnel des diplômé-e-s, la grande majorité des répondant-e-s ne signalent qu'un seul emploi. Nous avons donc décidé de nous pencher exclusivement sur le premier emploi, que nous considérons également comme l'emploi principal.

Sur la population en emploi, nous avons recherché le niveau d'exigence de diplôme pour l'emploi occupé. Pour plus de la moitié des répondant-e-s (56%) un titre universitaire de niveau licence ou bachelor est nécessaire à l'exercice de leur activité. Rappelons qu'une majorité des diplômé-e-s ont suivi une formation complémentaire après la licence qui a pu orienter leur choix professionnel et donc le niveau de diplôme demandé.

Pour 25% des répondant-e-s la licence en sociologie, ou la licence en sociologie combinée à un autre diplôme est une exigence, tandis que 55.4% disent avoir besoin d'un autre diplôme ou d'une formation différente. Parmi ceux-ci, 26.8% mentionnent l'exigence du niveau de licence sans préciser la discipline. On peut supposer que le niveau de formation de la licence est une exigence des employeurs qui n'implique pas forcément une spécialisation

disciplinaire. Les autres formations ou diplômes requis à l'embauche peuvent être catégorisés en quatre groupes : les licences et bachelor, les titres universitaires postgrades, les formations HES et les diplômes d'études secondaires (maturité et CFC par exemple).

Graphique 7 : Niveau de formation exigé pour l'emploi occupé



Le pourcentage de personnes dont l'emploi n'exige pas de formation particulière s'élève à 19.6%. Ce chiffre paraît relativement élevé, mais on peut émettre l'hypothèse qu'il comprend les emplois des personnes n'ayant pas encore fini leurs études et occupant des jobs d'étudiant-e-s ou des emplois temporaires.

Secteur d'emploi

Plus de la moitié des répondant-e-s en emploi travaillent dans le secteur public, un tiers dans le privé et 11.4% dans le secteur associatif. Hommes et femmes se répartissent de façon relativement homogène entre ces trois secteurs, avec une légère dominance d'hommes dans le privé (37.9% d'hommes contre 33% de femmes) et plus de femmes dans le secteur associatif (12.8% des femmes contre 8.6% des hommes).

Tableau 10 : Répartition emploi par secteur public - privé - associatif

	Hommes	Femmes	Total
Secteur public	53.4% (31)	54.1% (59)	53.9% (90)
Secteur privé	37.9% (22)	33.0% (36)	34.7% (58)
Secteur associatif	8.6% (5)	12.8% (14)	11.4% (19)
Total	100% (58)	100% (109)	100% (167)

Branche d'activité, type de profession

Les branches d'activités

La répartition par branches d'activités a été faite en utilisant la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA)⁷. En considération des informations peu détaillées que nous avons obtenues au moment de la récolte de données, nous avons utilisé une version adaptée de la NOGA permettant un classement plus aisé des branches économiques signalées par les répondant-e-s.

Tableau 11 : Branches économiques (NOGA): modèle adapté

Code	Libellé
D	Industrie
G	Commerce
I	Transports et communication
J	Activités financières(Banque), assurances
K	Service aux entreprises
L+Q	Administration publique + Organisations et organismes extra-territoriaux
M	Education et enseignement
N	Santé et action sociale
O	Culture et médias (Autres services collectifs et personnels)

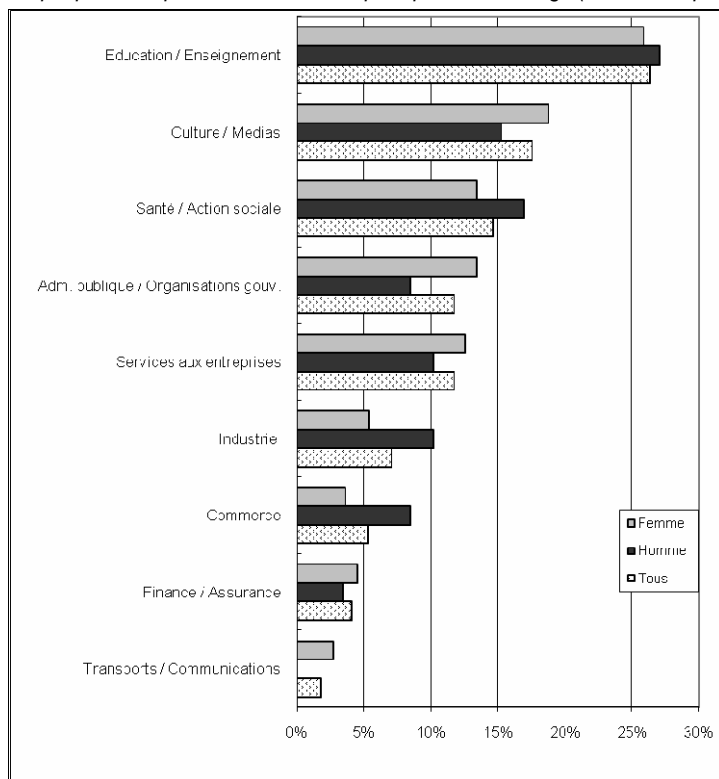
⁷ Source: Site officiel de l'Etat de Genève: <http://www.geneve.ch/statistique/>

Répartition des emplois par branche d'activité Noga (modèle adapté)

Les trois branches de prédilection des diplômé-e-s en sociologie sont dans l'ordre : l'éducation et l'enseignement (26.3%), la culture et les médias (17.5%), la santé et l'action sociale (14.6%).

Selon la répartition par sexe, nous constatons que l'éducation et l'enseignement est la branche où l'ont retrouve le plus de femmes et d'hommes. Pour les deux branches suivantes, les femmes se retrouvent d'abord dans la culture et les médias et ensuite à égalité dans la santé et l'action sociale ainsi que dans l'administration publique. Tandis que les hommes se retrouvent d'abord dans la santé et l'action sociale et ensuite dans la culture et les médias.

Graphique 8 : Répartition en % des emplois par secteur Noga (modèle adapté)



Catégories professionnelles des diplômé-e-s

Pour procéder à une classification des différentes catégories professionnelles ou des différents types d'emplois selon les informations livrées par les répondant-e-s à l'enquête, nous avons fait appel à la classification élaborée par Oesch (2006) selon une version légèrement adaptée. La particularité de ce schéma est qu'il repose sur deux dimensions principales. La première dimension est représentée par le niveau des compétences (*marketable skills*), selon qu'elles découlent d'une formation universitaire, d'une formation professionnelle supérieure, d'un apprentissage, ou encore d'aucune formation. Cette dimension introduit donc une différenciation hiérarchique. La deuxième dimension est fondée sur une notion de logique de travail prédominante (*work logic*) qui comprend à son tour quatre différentes logiques : interpersonnelle, organisationnelle, technique et indépendante. La logique interpersonnelle présuppose des compétences sociales et d'expertise dans des situations souvent d'interaction directe (face-to-face) avec un public pour la plupart composé de client-e-s, étudiant-e-s, patient-e-s (Oesch, 2006 : 64). La logique organisationnelle présuppose plutôt des compétences de coordination et de contrôle dans un environnement basé sur une structure de pouvoir bureaucratique (2006 : 64-65). La logique technique fait appel à l'expertise technique et aux compétences manuelles selon le niveau de compétence exigé (2006 : 63-64). Enfin, la logique indépendante distingue les entrepreneurs, les professions libérales et les petits indépendants avec et sans employés (2006 : 66).

Les différentes catégories professionnelles découlent ainsi du croisement de ces deux dimensions (tableau 12).

Tableau 12 : Schéma de Oesch (2006)

Logique indépendante	Logique technique	Logique organisationnelle	Logique interpersonnelle
Entrepreneurs professions libérales (Editeur) (Avocate)	Expert-e-s techniques (Ingénieur)	Managers (chef de finance)	Professions socio-culturelles (Professeur)
Petits indép. Avec employés (Restaurateur)	Technicien-ne-s Electronicien-ne-s	Junior managers (Inspectrice fiscale)	Semi-professions socio-culturelles (Travailleur social)
Petits indép. Sans employés (Coiffeuse)	Artisans qualifiés (Charpentier)	Personnel de bureau (Secrétaire)	Travailleurs de service qualifiés (Esthéticienne)
	Ouvrier (de la production) (Machiniste)	Personnel de bureau (Secrétaire)	Travailleurs de service non qualifiés (Plongeur)

Répartition des diplômé-e-s par catégorie professionnelle

La catégorie professionnelle regroupant la plupart des répondant-e-s est représentée par les « semi-professions socio-culturelles » (43.9%). Parmi cette catégorie nous retrouvons des enseignant-e-s, des formatrices et formateurs, des assistant-e-s de recherche et d'enseignement, des collaboratrices et collaborateurs scientifiques, des éducatrices et éducateurs, des assistant-e-s sociaux ainsi que des animatrices et des animateurs. Cette catégorie est suivie par celle des « managers » (22.8%) qui correspond à des professions telles que les project managers, les responsables en ressources humaines ou encore les administratrices et administrateurs. On trouve ensuite la catégorie des « junior managers » (18.1%) qui regroupe entre autres des chargé-e-s de projet, des chargé-e-s de communications, des collaborateurs ou collaboratrices en ressources humaines et secrétaires politiques. Enfin vient la catégorie des « professions socio-culturelles » (7.6%) avec notamment le journalisme. Seuls treize répondant-e-s se répartissent dans d'autres types d'emploi.

Concernant la répartition entre les sexes, la différence principale se situe au niveau des « junior managers » et « managers ». Alors que les femmes se répartissent pour moitié entre managers et junior managers (21.4% contre 21.4%), les hommes se retrouvent davantage dans des postes de managers (25.4% contre 11.9%). Pour les « professions socio-culturelles » et « semi-professions socio-culturelles », la différence est moins importante.

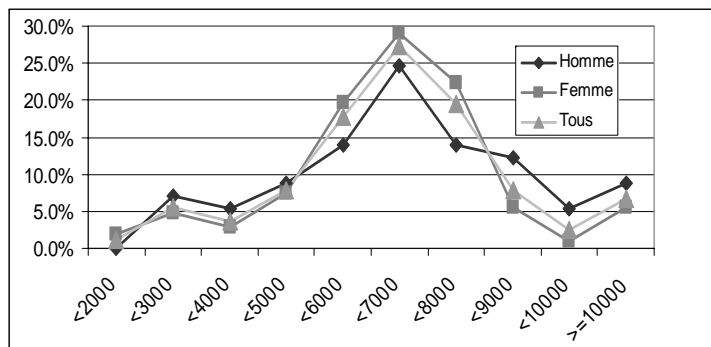
Tableau 13 : Répartition par catégorie professionnelle et par sexe, en % selon la catégorie de Oesch (2006)

	Hommes	Femmes	Total
Professions libérales	1.7% (1)	0.9% (1)	1.2% (2)
Experts techniques	3.4% (2)	0%	1.2% (2)
Techniciens	1.7% (1)	1.8% (2)	1.8% (3)
Managers	25.4% (15)	21.4% (24)	22.8% (39)
Junior managers	11.9% (7)	21.4% (24)	18.1% (31)
Personnel de bureau	0%	3.6% (4)	2.3% (4)
Professions socio-culturelles	11.9% (7)	5.4% (6)	7.6% (13)
Semi-professions socio-culturelles	40.7% (24)	45.5% (51)	43.9% (75)
Travailleurs de service qualifiés	1.7% (1)	0%	0.6% (1)
Travailleurs de service non qualifiés	1.7% (1)	0%	0.6% (1)
Total	100% (59)	100% (112)	100% (171)

Revenu des diplômé-e-s en sociologie

Les revenus réels ont été recalculés à 100% en fonction du taux d'activité déclaré pour établir une base de comparaison. En effet dans le questionnaire nous avons demandé le revenu brut du dernier mois. Les revenus ont été ensuite répartis en tranches de 1'000 CHF sauf les deux tranches extrêmes qui regroupent les revenus inférieurs à 2'000.- et ceux supérieurs ou égaux à 10'000.-.

Graphique 9 : Répartition du revenu brut (à 100%) par sexe, par tranches de 1'000 CHF



Lecture : 12.3% des hommes et 5.6% des femmes se situent dans la tranche de revenu brut entre 9'000.- et 9'999.-, qui comprend 7.9% de l'ensemble des diplômé-e-s

Le revenu médian brut de notre population est de 6'250.-⁸. Le revenu médian des hommes et des femmes semble identique. Néanmoins, les hommes sont plus nombreux que les femmes dans les tranches supérieures à 8'000.- puisque 27.4% des hommes reçoivent plus de 8'000.- contre 12.1% des femmes, mais on trouve toutefois plus de femmes que d'hommes entre 7'000.- et 8'000.- (29% de femmes contre 24.6% d'hommes).

Travailler dans le privé est plus rémunérateur (6'500.- en revenu médian) que dans le public (6'250.- de revenu médian) ou l'associatif (6'000.- de revenu médian). C'est la communication, suivie de la banque-finances-assurance, qui rémunère le mieux avec un salaire médian de 7'500.- à 100%.

L'expérience professionnelle augmente le niveau de revenu. Les licencié-e-s entre 1995 et 1999 ont un revenu médian de 6'500.- contre 5'000.- pour les licencié-e-s entre 2000 et 2005.

Faire une formation après la licence en sociologie ne rehausse pas significativement le niveau de revenu. Les diplômé-e-s n'ayant pas suivi de

⁸ A titre indicatif le salaire médian brut dans la région lémanique (en 2004) est pour les femmes de 5'886.- et pour les hommes de 6'489.-. Le salaire médian brut standardisé de l'ensemble se situe à 6'219.- (OCSTAT, basé sur l'enquête suisse sur la structure des salaires 2004).

formation complémentaire ont un revenu médian brut de 6'000.-, tandis que ceux ayant suivi une formation ont un revenu médian brut à 100% de 6'339.-.

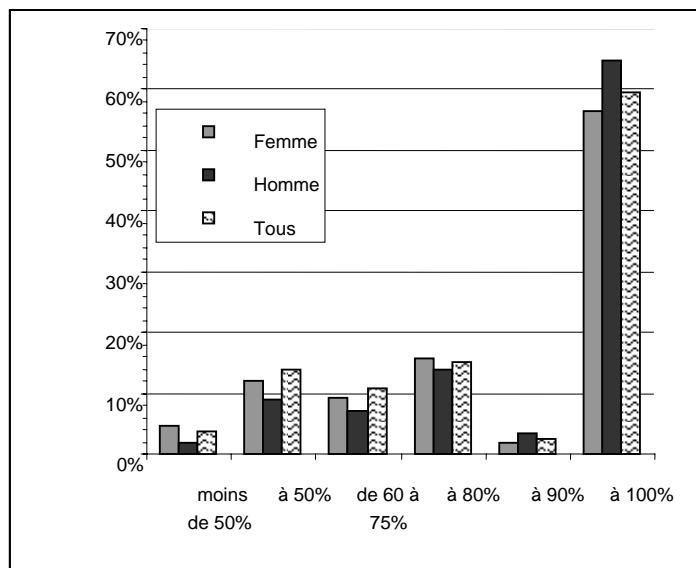
Taux d'activité

Nous avons recalculé le taux d'activité total des répondant-e-s, cumulé en fonction du taux d'activité déclaré pour chaque emploi occupé. La grande variété des temps de travail nous paraît une piste intéressante d'analyse. Ainsi, nous avons séparé pour cette étude le taux d'activité de 90% du taux plein à 100%, contrairement aux normes de l'OFS qui assimilent un 90% à un temps plein. Il nous semble que ceci met mieux en lumière le rapport au temps de travail, particulièrement en ce qui concerne les hommes de notre enquête, même si le 90% concerne peu de personnes.

Ainsi 40.6% des répondant-e-s travaillent à moins de 100%, dont 35.1% d'hommes et 43.5% de femmes. Le taux élevé d'hommes à temps partiel est une surprise car la population active suisse à temps partiel est majoritairement féminine⁹. Les emplois tenus par les étudiant-e-s qui pourraient influencer ce résultat ne concernant, rappelons le, que 6.8% de nos répondant-e-s actives et actifs.

⁹ A titre indicatif, notons que le taux d'activité à temps partiel est de 12% pour les hommes contre 57% pour les femmes dans la population Suisse en 2006 (OFS 2007b).

Graphique 10 : Répartition du taux d'activité par sexe (cumul des taux d'activité si plusieurs emplois occupés)



Les hommes de notre échantillon travaillent plus à 100% que les femmes tandis que les femmes sont plus nombreuses à travailler à moins de 50% (16.7% des femmes travaillent à 50% ou moins contre 10.6% des hommes).

On travaille plus à 100% dans le privé (66.7% de temps plein observés) et plus à temps partiel dans le secteur associatif (avec 80% de temps partiels observés) et le secteur public (avec 66% de temps partiel observés). Dans l'industrie, la banque finance et les transports communication, aucun-e répondant-e ne travaille à moins de 80%.

Transitions professionnelles et chômage

La mobilité professionnelle semble être une caractéristique des licencié-e-s en sociologie indifféremment du sexe. 72.1% des répondant-e-s sont passés par une telle étape.

Si au moment de l'enquête près de 6% des diplômé-e-s étaient au chômage, l'expérience du chômage a été vécue par plus de la moitié de l'échantillon étudié (57.7%).

Sur les 109 individus qui ont indiqué avoir connu le chômage, près de 60% n'ont vécu qu'une seule période de chômage et près de 32% deux périodes. Seuls neuf individus ont atteint trois ou quatre périodes.

Mobilité professionnelle

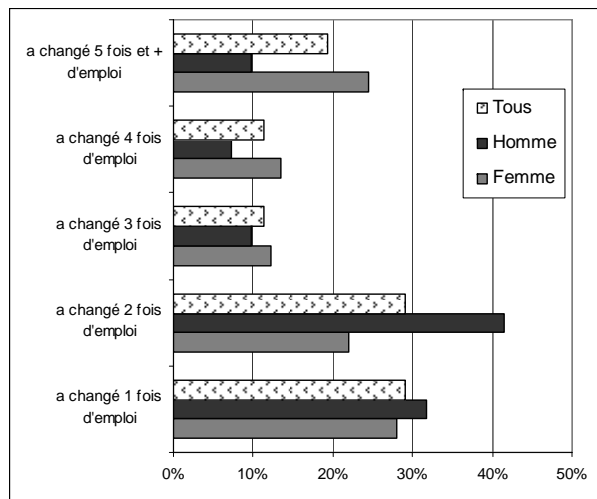
Les changements d'emploi sont fréquents après l'obtention d'une licence en sociologie. 72.1% des licencié-e-s vivent un tel changement. Il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les femmes (73.2%) et les hommes (70.7%).

Tableau 14 : A changé au moins une fois d'emploi, total et selon le sexe

	Homme	Femme	Total
Oui	70.7% (41)	73.2% (82)	72.1% (124)
Non	29.3% (17)	26.8% (30)	27.9% (48)
Total	100% (58)	100% (112)	100% (172)

Parmi ceux et celles qui mentionnent cette expérience, un peu plus de la moitié (58%) ne change qu'une fois (29%) ou deux fois (29%) d'emploi. L'autre moitié (42%) connaît de nombreux changements ; ils sont 22.6% à changer d'activité entre trois et quatre fois et 19.4% cinq fois et plus. Sur l'ensemble de la population considérée, 14% connaissent cinq changements et plus. La mobilité professionnelle semble donc bien être une caractéristique des licencié-e-s en sociologie qui ont participé à l'enquête. En considérant le nombre de changements, il existe des différences selon le sexe. Alors que les hommes sont 73.2% à ne connaître qu'un ou deux changements, les femmes ne sont que 50% à se limiter à un voire deux changements.

Graphique 11 : Nombre de changements d'emploi parmi ceux qui ont changé d'emploi au moins une fois



D'autres facteurs ont également été considérés. L'année d'obtention de la licence a évidemment un impact sur la probabilité de connaître un changement d'activité. Plus la licence a été obtenue depuis longtemps, plus l'individu a une chance d'avoir expérimenté un changement (93.3% pour les volées 1994-96 et 89.7% pour les volées 1997-99 contre 70.8% pour les volées 2000-02 et 49% pour les volées 2003-05).

Le fait d'avoir effectué un séjour à l'étranger augmente également la probabilité de connaître plus de changements ; ainsi 83.6 % de ceux et celles qui sont parti-e-s ont vécu des changements contre 64.8% chez ceux et celles qui sont resté-e-s.

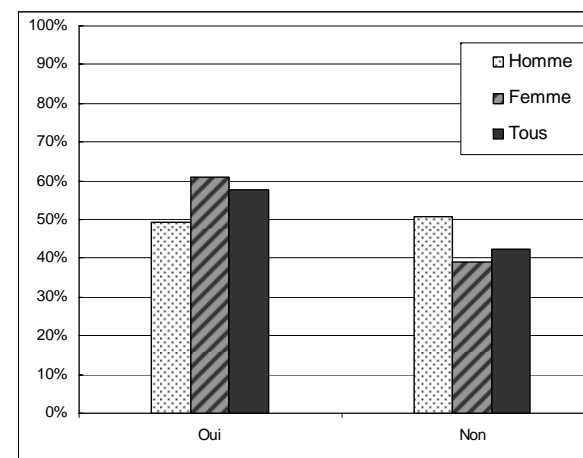
D'autres facteurs comme le fait d'avoir suivi une autre formation après la licence ou d'avoir ou non des enfants n'ont pas d'impact significatif.

Chômage

Les licencié-e-s en sociologie ont connu au moins une période de chômage pour plus de la moitié de l'échantillon (57.7%). Les femmes ont été plus nombreuses à connaître le chômage (61%) que les hommes (49.2%).

Cependant notons qu'au moment de l'enquête 5.8% des licencié-e-s étaient au chômage.

Graphique 12 : A connu au moins une période de chômage



En vérifiant les mêmes facteurs (séjour à l'étranger, année d'obtention de la licence, autre formation réalisée après la licence, avoir des enfants) que pour le changement d'emploi, on observe qu'aucun n'a d'impact sur le chômage à l'exception de la réalisation d'un séjour à l'étranger. 68.9% de celles et ceux qui sont partis à l'étranger ont connu au moins une période de chômage contre 50% chez les autres licencié-e-s.

Sur les 109 individus (57.7%) qui ont indiqué avoir vécu le chômage, 59.4% n'ont connu qu'une seule période et 31.7% deux périodes. Cependant, 8.9% (n=9) ont connu trois, voire quatre périodes de chômage. Sur le total de l'échantillon cela correspond à 4.7% des licencié-e-s.

Tableau 15 : Nombre de périodes de chômage parmi ceux qui ont connu le chômage

	Hommes	Femmes	Total
1 période	64.3% (18)	57.7% (41)	59.4% (60)
2 périodes	21.4% (6)	36.6% (26)	31.7% (32)
3 périodes	14.3% (4)	2.8% (2)	6.9% (7)
4 périodes	0% (0)	2.8% (2)	2% (2)
5 périodes et +	0% (0)	0% (0)	0% (0)
Total	100% (28)	100% (71)	100% (101)

Dans 58.4% des cas la première période de chômage n'a pas dépassé six mois, et dans 84.2% des cas un an. Seuls 15.8% des licencié-e-s ont connu une période plus longue. Avons-nous là affaire au chômage transitoire défini comme une stratégie d'insertion ?

La deuxième période semble encore plus courte. Dans 70.7% des cas elle s'est limitée à moins de six mois et dans 92.7% des cas à un an.

A partir de la troisième période, le nombre de cas devient très faible. Neuf individus ont été concernés pour des durées variables. Sur ces neuf, trois étaient encore sans emploi au moment de l'enquête.

Acquis de la licence en sociologie

La plupart des répondant-e-s (68.3%) considère que la licence en sociologie est utile en fonction de leur activité professionnelle actuelle.

L'utilité de la licence en sociologie est évaluée de manière positive par les personnes occupant des professions et semi-professions socio-culturelles (76.1%), ainsi que par les managers et les juniors managers (68.1%).

Les cinq compétences jugées les plus utiles sont, dans l'ordre, la conduite d'entretiens, l'analyse et le traitement de données, l'analyse d'entretiens, la construction d'un objet de recherche et l'analyse théorique.

A noter que les compétences jugées les plus utiles se retrouvent autant dans les méthodes qualitatives et quantitatives.

Importance subjective de la licence en sociologie

Nous avons demandé aux licencié-e-s en sociologie d'évaluer l'utilité de la licence en sociologie par rapport à leur(s) emploi(s) actuel(s). Cette question nous permet de considérer la perception de l'adéquation de l'emploi vis-à-vis de la formation suivie.

Il ressort que le 68.3% (n=127) des répondant-e-s considèrent que la licence en sociologie est utile pour leur activité actuelle. Le chiffre est assez important, il constitue plus de deux tiers des individus.

Tableau 16 : Votre licence en sociologie vous est-elle utile pour votre activité actuelle ?

	%	(n)
Non (non utile)	31.7	(59)
Oui (utile)	68.3	(127)
Total	100	(186)

Nous avons également tenté de comprendre s'il y a des variations dans l'évaluation subjective selon les types d'emploi. Parmi la catégorie regroupant managers et junior managers, 68.1 % considèrent que la licence en

sociologie est utile pour l'activité professionnelle. Le pourcentage est plus élevé dans la catégorie des professions et semi-professions socio-culturelles (76.1%).

Tableau 17 : Utilité de la licence en sociologie selon le type d'emploi (Oesch)

	Non (non utile)	Oui (utile)	Total
Managers et Juniors managers	31.9% (22)	68.1% (47)	100% (69)
Professions et semi-professions socio-culturelles	23.9% (21)	76.1% (67)	100% (88)
Autres	58.3% (7)	41.7% (5)	100% (12)

Pour finir, nous considérons les différences par branches économiques (Noga). Si l'on considère les trois branches d'activités les plus représentées parmi nos répondant-e-s, on constate que c'est dans l'éducation et l'enseignement que la licence est considérée la plus utile (82.6%), suivie de la santé et de l'action sociale (76%) et finalement de la culture et des médias (64.3%).

Tableau 18 : Utilité de la licence en sociologie selon la branche économique (Noga)

	Non (non utile)	Oui (utile)
Industries	9.1%	90.9%
Commerce	77.8%	22.2%
Transports et communications	66.7%	33.3%
Finance, Banque et Assurances	25%	75%
Services aux entreprises	40%	60%
Adm. publique et Org. gouv.	31.6%	68.4%
Education et enseignement	17.4%	82.6%
Santé, action sociale	24%	76%
Culture et médias	35.7%	64.3%
Total	29.6% (50)	70.4% (119)

Compétences et savoirs demandés

L'aspect des compétences et des savoirs mis en œuvre dans le cadre de l'activité professionnelle actuelle a été opérationnalisé avec plusieurs variables portant sur les méthodes quantitatives, les méthodes qualitatives et les aspects théoriques.

Tableau 19 : Compétences et savoirs mis en œuvre dans l'activité professionnelle

	Ne s'applique pas	peu ou pas utile	utile, très utile	total
Utilité des méthodes quantitatives				
Construction de questionnaires	38.7 (74)	17.8 (34)	43.5 (83)	100 (191)
Enquêtes par questionnaires	41.9 (80)	25.7 (49)	32.5 (62)	100 (191)
Analyse et traitement de données	30.9 (59)	17.3 (33)	51.8 (99)	100 (191)
Outils/Logiciels statistiques	37.2 (71)	25.1 (48)	37.7 (72)	100 (191)
Utilité des méthodes qualitatives				
Recherches par entretien	34.0 (65)	27.7 (53)	38.2 (73)	100 (191)
Conduite d'entretiens	24.6 (47)	19.9 (38)	55.5 (106)	100 (191)
Analyse d'entretiens	28.3 (54)	23.6 (45)	48.2 (92)	100 (191)
Outils/Log. d'analyse, discours	35.6 (68)	41.9 (80)	22.5 (43)	100 (191)
Utilité de la théorie/construction d'objet				
Analyse théorique	30.9 (59)	23.6 (45)	45 (87)	100 (191)
Construction d'objet de recherche	31.4 (60)	21.5 (41)	47.1 (90)	100 (191)
Compétences autres				
Compétences autres	91.1 (174)	2.1 (4)	6.8 (13)	100 (191)

Parmi les variables portant sur les méthodes quantitatives, celles jugées les plus utiles sont l'analyse et le traitement de données (51.8%) suivi de la construction de questionnaires (43.5%). Viennent ensuite l'utilisation d'outils et de logiciels statistiques (37.7%) et la réalisation d'enquêtes par questionnaires (32.5%).

En ce qui concerne l'utilité des méthodes qualitatives, la compétence jugée la plus utile est la conduite d'entretien (55.5%) suivi de l'analyse d'entretien (48.2%), de la réalisation de recherches par entretien (38.2%) et en dernier lieu de l'utilisation d'outils et de logiciel d'analyse de contenu et de discours (22.5%).

Dans l'ensemble des compétences sociologiques mises en œuvre dans l'activité professionnelle, les cinq compétences jugées les plus utiles sont, dans l'ordre, la conduite d'entretiens, l'analyse et le traitement de données, l'analyse d'entretiens, la construction d'un objet de recherche et l'analyse théorique. Il est intéressant de noter que les compétences jugées les plus utiles sont réparties de manière équilibrée entre les méthodes qualitatives et quantitatives.

Soulevons également que 8.9% de l'échantillon spécifient encore d'autres compétences telles que capacités d'analyse et esprit critique, capacités rédactionnelles et esprit de synthèse, compétences pédagogiques, compétences informatiques et capacité de gestion de groupes et de négociation.

Conclusion

Les questionnements à la base de cette recherche nous ont permis de brosser un portrait d'ensemble des trajectoires professionnelles et de formation des licencié-e-s en sociologie. Ces questionnements nous ont amenés à réfléchir à leurs stratégies d'insertion dans le monde du travail et à l'adéquation entre l'emploi et la formation suivie.

En outre, nous avons pris en considération la répartition entre hommes et femmes de manière systématique. Bien que les résultats soient rarement significatifs nous constatons des variations intéressantes. Par exemple, les femmes sont moins nombreuses à effectuer une formation supérieure en sociologie. Certaines filières supérieures sont préférées par les hommes comme les statistiques, les sciences politiques et l'administration publique. Les femmes se retrouvent moins dans les formations universitaires, mais plus souvent dans les stages et les formations professionnelles en ressources humaines, journalisme et dans les médias notamment.

Revenons à nos deux questionnements. Le passage de la formation à la vie active ne se réalise pas de manière automatique et semble nécessiter des temps de transition.

Concernant les orientations professionnelles, elles sont extrêmement variées, ce qui est lié sans aucun doute au faible degré de professionnalisation de la branche d'étude.

Selon la typologie Oesch, la catégorie professionnelle regroupant la plupart des répondant-e-s est celle des « semi-professions socio-culturelles » suivie par celle des « managers ».

Lorsque nous analysons les branches économiques (selon Noga), nous constatons trois grands domaines qui sont dans l'ordre : éducation et enseignement, culture et médias, et santé et action sociale.

À la lumière de ces résultats, particulièrement ceux de la typologie de Oesch, nous nous demandons si l'attrait de la fonction de managers est dû à une grande polyvalence des licencié-e-s en sociologie ou à la nécessité de réorientation professionnelle qui peut être considérée comme une stratégie d'insertion de la part des licencié-e-s en sociologie.

Ceci nous amène à nous questionner sur les formations complémentaires. En effet, 80% des licencié-e-s poursuivent une autre formation après la licence mais seulement 30% en sociologie ce qui semble effectivement indiquer une réorientation professionnelle.

Généralement, l'emploi est trouvé à travers un réseau de connaissances et de contact ou par réponse à une annonce. Il est difficile de répondre de manière catégorique à la question du « chômage transitoire » comme étant une stratégie d'insertion dans le monde du travail. Cependant, nous pouvons remarquer que 57.7% des répondant-e-s ont connu au moins une période de chômage, soit plus de la moitié de l'échantillon. Les femmes ont été plus nombreuses à connaître une telle situation (61% contre 49.2% chez les hommes). On peut imaginer qu'une partie des diplômé-e-s s'inscrivent d'office au chômage après l'obtention de la licence. En effet, il découle de l'Article 9 de la Loi fédérale sur l'assurance-chômage (LACI) que les indemnités « étudiant-e-s » ne sont versées que si l'on s'inscrit pendant les 12 mois après l'obtention de la licence.

De même, la mobilité professionnelle est caractéristique de la population étudiée. En effet, 72% des licencié-e-s en sociologie ont changé au moins une fois d'emploi.

Cependant, peut-on voir le nombre relativement important de passages par une ou plusieurs périodes de chômage et la mobilité professionnelle forte comme une stratégie d'insertion ou s'agit-il plutôt d'une contrainte liée à des facteurs économiques et/ou à une branche d'étude qui est moins orientée professionnellement et qui demande en l'occurrence plus de temps pour s'insérer sur le marché de l'emploi ? A ce stade, nous ne sommes pas en mesure d'apporter une réponse tranchée à cette question. Relevons que le pourcentage des diplômé-e-s au chômage au moment de l'enquête est de 5.8% ce qui reflète une situation propre au canton de Genève qui avait un taux de chômage de 6.5% en avril 2007¹⁰.

En ce qui concerne les taux d'activité, nous constatons une grande variété des temps de travail. En effet, 40.6% des personnes interrogées travaillent à moins de 100%. Le constat est très surprenant au niveau du taux d'activité des hommes puisque dans notre échantillon il s'agit d'un pourcentage de 35.1% contre 12% dans la population en Suisse (OFS 2007). Nous pouvons émettre l'hypothèse que, comme vu dans la partie contextuelle, la situation de la personne licenciée en sociologie demande une plus grande flexibilité et adaptabilité y compris par rapport au temps de travail.

Ces questionnements nous amènent à nous demander s'il existe une adéquation entre emploi et qualifications dans le domaine des études en sociologie ? Selon nos résultats, pour 56% des licencié-e-s un titre universitaire ou un bachelor est requis pour l'exercice de l'emploi mais pour seulement 25% une licence en sociologie ou une licence en sociologie

combinée à un autre diplôme est une exigence. Les qualifications requises ne relèvent pas forcément spécifiquement de la sociologie mais de tout ce qui peut être acquis lors d'un cursus universitaire (capacité rédactionnelle, esprit de synthèse, etc.).

L'évaluation subjective des savoirs et des compétences dans l'activité actuelle montre que les trois compétences jugées les plus utiles (conduite d'entretiens, analyse d'entretiens et analyse et traitement de données) sont des acquis de la formation en sociologie qui peuvent également s'avérer importants dans d'autres domaines. Ainsi nous pouvons nous rendre compte que la formation en sociologie, bien qu'elle n'ouvre pas à une profession spécifique, permet une grande polyvalence des compétences exploitables dans différents domaines.

A la fin de cette étude, nous nous interrogeons sur les impacts du système de Bologne sur les trajectoires des étudiant-e-s en sociologie. On peut se demander si cette évolution du système académique n'amènera pas une plus grande spécialisation notamment au niveau du master. En conséquence, et étant donné que les licencié-e-s en sociologie se basent sur des compétences « générales » dans leur activité actuelle, quel sera l'impact de cette spécialisation sur les débouchés en sociologie ? Ainsi, il serait opportun de pouvoir reconduire cette étude de manière régulière, pour pouvoir constater les changements dans l'évolution des trajectoires.

En plus de l'importance des résultats, cette enquête aura permis de créer un réseau d'ancien-ne-s étudiant-e-s, qui nous l'espérons suscitera des échanges de savoirs autant au niveau de la vie professionnelle que de la sociologie.

¹⁰ Source: Site officiel de l'Etat de Genève: <http://www.geneve.ch/statistique/>

Bibliographie

Bühler, Elizabeth (2001), *Atlas suisse des femmes et de l'égalité* [en ligne].

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/regionen/thematische_karten/gleichstellungsatlas/erwerbsarbeit_und_beruf/lohnungleichheit.html>. Consulté le 4 décembre 2007.

Oesch, Daniel (2006), *Redrawing the Class Map. Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Basingstoke: Macmillan Palgrave.

OFS (2007a), *Génération précaire – mythe ou réalité ? Une analyse empirique des enquêtes auprès des nouveaux diplômés de 1991 à 2005*, Neuchâtel : OFS.

OFS (2007b), *Egalité entre femmes et hommes. Travail à temps partiel* [en ligne].

<<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/05/blank/key/erwerbstaetigkeit/teilzeitarbeit.html>>. Consulté le 17 octobre 2007.

OFS (2004), *Les débuts dans le monde du travail. La situation des nouveaux diplômés des hautes écoles en 2003 un an après la fin de leurs études. Premiers résultats*, Neuchâtel : OFS.

OFS (2002), *De la haute école à la vie active. Premiers résultats de l'enquête 2001 auprès des nouveaux diplômés*, Neuchâtel : OFS.

OFS (2001), *De l'université à la vie active. Enquête auprès des nouveaux diplômés 1999*, Neuchâtel : OFS.

OFS (1998), *La situation des diplômés universitaires sur le marché de l'emploi en 1997*, Neuchâtel : OFS.

Pétroff Claire, Pillonel Olivier (1995), *Mais où sont donc passés les licenciés en sociologie ? Enquête menée auprès des licenciés en sociologie de l'Université de Genève des années 1960 à 1994*. Genève : Département de sociologie (Université de Genève).

Schmid Martin, Storni Marco (2006), *De la haute école à la vie active. Premiers résultats de l'enquête 2005 auprès des nouveaux diplômés*, Neuchâtel : OFS.

Schmidlin, Sabina (2003a), *L'évolution du marché du travail pour les personnes hautement qualifiées. Une analyse empirique des enquêtes de 1991 à 2001 auprès des nouveaux diplômés*, Neuchâtel : OFS.

Schmidlin, Sabina (2003b), *Les diplômés des hautes écoles sur le marché du travail. Où en sont les diplômés des hautes écoles quatre ans après la fin de leurs études ?* Neuchâtel : OFS.

Schönfisch Katrin, Schmidlin Sabina (2005), *De la haute école à la vie active. Premiers résultats de l'enquête 2003 auprès des nouveaux diplômés*, Neuchâtel : OFS.

Witmer, Andrea (2006), *Les diplômés des hautes écoles sur le marché du travail. Premiers résultats de l'enquête longitudinale de 2005*, Neuchâtel : OFS.

Annexe

Le questionnaire

La socio ... et après ?

Ce questionnaire porte sur le parcours professionnel des licencié(e)s en sociologie à l'Université de Genève entre 1995 et 2005. Nous vous remercions de le remplir en suivant les instructions. Nous vous garantissons la confidentialité sur toutes vos réponses.

Sexe : masculin/féminin Âge :

Etat civil : célibataire / marié(e) / en concubinage / divorcé(e) / veuf(ve) Nombre Enfants :

Ville et canton (ou pays) de résidence :

1) En quelle année avez-vous obtenu la licence en sociologie ?

2) Avez-vous suivi une autre formation après l'obtention de votre licence ? oui non

3) Si oui, indiquez dans quel domaine ? (si non passez à la question 4)

- Formation supérieure en sociologie (DEA, ...)
- Autre formation universitaire (deuxième licence,...) Laquelle ?
- Doctorat en sociologie
- Autre(s) doctorat(s) Le(s)quel(s) ?
- Formation professionnelle (y compris stage(s)) Laquelle ?
- Autre formation Laquelle ?

4) Avez-vous effectué un séjour à l'étranger (hors vacances loisirs) après l'obtention de votre licence ? oui non

5) Si oui pour quel(s) motifs ? (cochez la ou les cases correspondante(s), sinon passez à la question suivante)

Travail Etudes Acquisition langue Autre motif(s) Le(s)quel(s) ?

6) Quelle est votre situation professionnelle actuelle ? (cochez la ou les cases correspondante(s))

- Vous êtes salarié(e)
- Vous êtes indépendant(e)
- Vous êtes homme/femme au foyer
- Vous êtes en recherche d'emploi
- Vous êtes en formation, stage, apprentissage
- Vous êtes bénévole
- Autre situation Laquelle ?

7) Si vous occupez actuellement un (ou plusieurs) emplois précisez-en les caractéristiques (intitulé, taux d'activité, branche d'activité), sinon passez à la question 12:

Titre ou intitulé de(s) l'emploi(s) actuellement occupé(s)	Taux Activité en %	Quel secteur ? 1 : Public 2 : Privé 3 : Associatif	Dans quelle branche d'activité?
a)
b).....
c).....

8) Comment avez-vous obtenu votre (ou vos) emploi(s) actuel(s)? (cochez la ou les cases correspondante(s))

- Réponse à une annonce
- Candidature spontanée
- Réseau de connaissances
- Stage suivi d'une embauche
- Création de mon activité
- Autre Spécifier:

(Tournez la page svp)

9) Quelle formation était exigée ou souhaitée pour ce ou ces emploi(s) ?

	emploi a)	emploi b)	emploi c)
Une licence en sociologie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un autre diplôme ou formation (Précisez lequel ou laquelle)	<input type="checkbox"/> :.....	<input type="checkbox"/> :.....	<input type="checkbox"/> :.....
Pas d'exigence de formation post-obligatoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10) Combien de fois avez-vous changé d'activité/place de travail avant celle que vous occupez actuellement ? (Indiquez un chiffre):

11) Si vous avez changé au moins 1 fois, quel était l'intitulé de l'activité/place de travail précédant celle que vous occupez actuellement ? (Précisez ici):

12) Avez-vous connu une ou plusieurs périodes de chômage ? oui non (si non allez à la question 15)

13) Si oui, combien de périodes de chômage ? (Indiquez un chiffre):

14) Quelle a été la durée de chacune de ces périodes de chômage? (Exprimez la durée en mois pour chaque période de chômage):

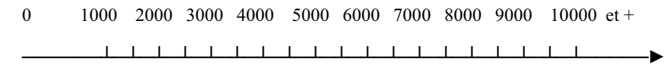
15) Parmi la liste suivante, quels sont les compétences et savoirs mis en œuvre dans le cadre de votre activité professionnelle actuelle ?

(Pour chaque compétence, mettez une croix dans la case correspondante)

	Très utile	Utile	Pas vraiment utile	Pas du tout utile	Ne s'applique pas
Construction de questionnaires					
Réalisation d'enquêtes par questionnaire					
Analyse et traitement de données					
Outils/Logiciels statistiques					
Réalisation de recherches par entretien.....					
Conduite d'entretiens					
Analyse d'entretiens					
Outils/Logiciels d'analyse de contenu/discours					
Méthodes audiovisuelles					
Construction d'un objet de recherche.....					
Analyse théorique.....					
Autre (spécifier):.....					
Français					
Anglais					
Allemand					
Italien					
Autre langue- laquelle ?					

16) Votre licence de sociologie vous est-elle utile pour votre activité actuelle ? oui non

17) Pourriez-vous situer sur l'échelle suivante votre revenu brut du dernier mois (en CHF) avec un croix?



18) Quel poids entre 0 et 5 accordez-vous au mémoire de licence de sociologie pour la réussite de votre parcours professionnel ? (entourez le chiffre correspondant à votre choix)

(pas du tout important) 0 _____ 1 _____ 2 _____ 3 _____ 4 _____ 5 (très important)

Nous vous remercions d'avoir pris la peine de remplir ce questionnaire. Nous vous tiendrons au courant des résultats prochainement. ©